



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-04-16/ 2022-04-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 avril.

Sud-Kivu : les prix des produits de première nécessité à Bukavu et dans les territoires ont presque doublé. Cette situation affecte la population qui, en majorité, ne vit qu'avec peu de moyens rassemblés difficilement au cours de la journée. Un morceau de pain qu'on achetait à 1000 FC se vend actuellement à 1200 ou 1500 FC. Les gestionnaires des boulangeries justifient cette situation par les prix revus à la hausse des matières premières utilisées dans la fabrication des pains, mais aussi la guerre en Ukraine. Au marché, un sachet de sel qui coûtait 500 FC à 1000 et 1200 FC. Le bidon d'huile de palme qui s'achetait à 20 000 FC revient actuellement à 44 000 FC.

Tshopo : des chefs coutumiers et des administratifs accusés d'entretenir des conflits forestiers. Tel est le cas des forêts de Basugo et Bapondi, situées respectivement à 138 et 143 km sur la route nationale numéro 4 (RN4) à l'Est de Kisangani. « Les gens plantent du cacao, des palmiers dans ma forêt communautaire sans me consulter. Mais quand je vais entreprendre une activité quelconque, ils m'interdisent. C'est le chef de secteur et ses frères qui agissent ainsi alors qu'ils ne disposent pas de forêt » a déploré la présidente du comité local de gestion des forêts communautaires.

Butembo : le nouveau chef du secteur de Bapere appelé à sensibiliser les combattants à désarmer. L'administrateur du territoire de Lubero a exhorté le chef de Bapere à focaliser sa mission sur, la sensibilisation des groupes armés, qui occupent de grands espaces à Lubero, à adhérer au processus de désarmement déjà en marche dans le pays. Depuis des décennies le territoire de Lubero est confronté à une insécurité permanente à cause des groupes armés, plus particulièrement, dans sa partie Sud. Des affrontements récurrents entre des combattants, pour occuper des espaces dont des carrés miniers, font des morts chez des civils et provoquent des déplacements des milliers de populations vers les zones où règnent encore la sécurité.

Beni : déplacement massif des populations de Murambi à la suite de l'attaque du campement des Mai-Mai par des ADF, dans la nuit du 14 au 15 avril. Les habitants qui ont fui la région, se sont dirigés vers la commune rurale voisine de Lume. Après les affrontements, les ADF ont incendié ce campement de Mai-Mai ainsi que tous les biens qui s'y trouvaient. Les Mai-Mai défaits, ont pris une destination inconnue, abandonnant leur position. Le commandant des Fardc dans la région, indique que, les troupes des Fardc et UPDF ont été dépêchées dans la zone des combats en vue d'évaluer la situation sécuritaire. Il annonce notamment la poursuite des ADF.

Nord-Kivu : une association des consommateurs exige de la Regideso l'annulation des factures de 6 mois. Le Syndicat de défense des intérêts des consommateurs de l'eau et de l'électricité, (Syndice) à Goma (Nord-Kivu), exige à la Régie de distribution d'eau, "le remboursement des fonds indument perçus auprès des consommateurs, dont les facturations ont été forfaitaires" entre septembre 2021 et février 2022. Tous ces abonnés ont des compteurs en panne, non remplacés par la Regideso, mais sont sommés de payer au moins 30 mètres cubes d'eau chaque mois, alors qu'ils ne consomment pas l'eau du robinet. Ce que le Syndice considère comme une violation flagrante des dispositions de loi sur l'énergie en RDC.

Kinshasa : des icônes de la « Sape » immortalisées à travers une exposition d'art. Une exposition de peinture et céramique consacrée à la Sape se tient depuis jeudi 14 avril à l'Institut français de Kinshasa. Intitulée "Kinoiseries : briller et s'envoler", cette exposition est l'œuvre d'un artiste Congolais. L'artiste peintre, céramiste et marionnettiste Lambert Mousseka signe cette exposition. Ce Congolais résidant en Allemagne a préparé cette exposition depuis 3 ans, d'après lui. « J'ai pris la sapologie comme le tremplin pour parler de ce qui est derrière la sapologie. Parce que, les prophètes de la sape en ont parlé eux-mêmes en disant que la sape, est une religion. En réalité pendant mes recherches, j'ai trouvé qu'ils avaient raison parce qu'en principe, les sapeurs ont une prière. Toujours en glorifiant le corps, la sape, mais, ils oublient parfois de parler de leur environnement. J'ai parlé de la sapologie pour faire allusion à la réalité de l'origine de la sape qui est les deux capitales, Kinshasa et Brazzaville pour voir l'attitude et l'expression mais aussi l'intention derrière la sapologie ». L'artiste immortalise quelques célébrités de la musique congolaise et adeptes de la Sape dont Papa Wemba et King Kester Emeneya.

La situation sécuritaire dans l'Est au cœur d'un échange entre Félix Tshisekedi et une délégation de l'ONU. Huang Xia, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands lacs, a affirmé qu'il a échangé avec le Chef de l'État sur la question du M23. Il a dit avoir recueilli auprès du Chef de l'État « une analyse et des conseils très clairs et de haute qualité ». Ce qui va lui permettre d'étayer et d'appuyer sa communication au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Kinshasa : Felix-Antoine Tshisekedi prend des mesures contre les messages de haine et de tribalisme. Le Président de la République a ainsi lancé un vibrant appel aux responsables religieux, aux forces de la société civile ainsi qu'à tout bon citoyen congolais à s'investir davantage pour favoriser une interpénétration ethnique positive qui est une richesse nationale pour le pays. Il a rappelé qu'en se référant à l'histoire de notre pays, chaque montée en puissance du discours tribaliste s'est toujours soldée par l'écoulement du sang des congolais et la destruction de l'unité nationale. Par ailleurs, le chef de l'Etat a instruit la ministre de la justice pour avoir un arsenal de mesures légales afin de réprimer les auteurs des messages tribalistes. « Encourager les initiatives tel que l'organisation des dialogues intercommunautaires en y associant les chefs coutumiers. Développer les projets culturels, associatifs et sportifs intégrateurs qui renforceront la cohésion sociale, l'esprit patriotique et l'unité nationale », a dit Felix Tshisekedi, d'après le compte rendu du conseil des ministres.

Ituri : des présumés ADF tuent deux personnes et incendient des maisons à Bandipete. Une dizaine de rebelles ADF se sont introduits à Bandipete vers 20 h en tirant des coups de feu. Ils se sont introduits dans des maisons d'habitations. Ils ont menacé de mort les occupants, avant de mettre le feu à dix-sept maisons. Sur la route nationale numéro 4 (RN4), ils ont brûlé trois camions citernes venant de Bunia pour Kisangani et 4 motos. Deux personnes dont le chauffeur de l'un des camions incendiés, de nationalité somalienne et un villageois ont été tués par balles et deux autres somaliens emportés en brousse par les rebelles.

Equateur : l'aménagement du territoire au centre d'une table ronde à Mbandaka. Selon les organisateurs, la première édition de cette table ronde vise à mobiliser les différents acteurs à faire un état des lieux du processus de l'aménagement du territoire à l'Equateur. L'avantage est de s'imprégner du processus et d'en faciliter la conduite harmonieuse sur le terrain. Il est également question de renforcer les capacités des parties prenantes, tant au niveau provincial que de la communauté. Les participants, dont une cinquantaine d'acteurs étatiques et non-étatiques, vont établir ensemble un bilan global d'avancement du processus, ainsi que les différentes réalisations à ce jour. Au cours de cette table ronde, les participants devront, se familiariser avec les différents textes règlementaires et les outils liés à l'aménagement du territoire.

Le gouvernement de la RDC condamne "le lâche" assassinat du Congolais Patrick Liyoya. Le Premier ministre Sama Lukonde a condamné, vendredi 15 avril, l'assassinat cette semaine aux Etats-Unis du jeune Congolais, Patrick Liyoya par un policier, au cours d'un contrôle de routine. L'ambassadeur des USA a notamment rassuré le Gouvernement congolais que la justice américaine s'est déjà saisie de l'affaire.

Butembo : le maire de la ville alerte sur une menace d'attentat à la bombe le jour de Pâques. Le Maire intérimaire de la ville de Butembo a affirmé avoir reçu plusieurs alertes venues de la ville voisine de Beni sur

une probable attaque terroriste. «Tous les services sont sensibilisés et ont commencé d'ailleurs à occuper différents emplacements de la ville. A l'entrée des églises, il y aura la fouille des sacs » Le maire de la ville appelle la population à ne pas céder à la panique et à vaquer librement à ses occupations tout en demeurant vigilants.

Goma : la police ouvre le feu à la suite du lynchage d'un soldat des Fardc. Selon plusieurs sources cela fait suite au lynchage d'un soldat des Fardc par des jeunes de la communauté. La police s'y est déployée pour faire baisser la tension. Ce samedi, dans la commune de Karisimbi, dans les quartiers Majengo et Katoyi, des bandits armés y ont tabassé et poignardé deux policiers avant de ravir leurs armes. Quatre suspects ont été interpellés.

Paix à Beni : le général major John Mulubi appelle la population à collaborer avec l'armée. Pour le général major à la retraite, Joseph Mulubi Bin Mwemedi, conseiller du ministre de la Défense la collaboration entre les civils et les militaires permettra d'ouvrir une voie à la paix, dans cette région qui fait face à l'activisme des groupes armés notamment les ADF. Il est en tournée depuis le 5 avril, dans la partie Est du pays afin d'échanger avec toutes les couches de la population sur les relations civilo-militaires.

Kasaï-Oriental : le premier vice-président du Sénat à Mbuji-Mayi pour évaluer le projet « Tshilejelu ». « Je peux vous assurer que le travail est en train d'être fait », a-t-il dit, à l'issue de son inspection. Le vaste programme de réhabilitation et de la modernisation de la voirie urbaine, dénommé "Tshilejelu" été lancé le 17 mars 2021 par le président Félix Tshisekedi au quartier Mpsa dans la commune de N'sele, dans la partie Est de la ville de Kinshasa. Il vise aussi l'Espace Grand Kasaï avec la réhabilitation des 101,77 km. Certaines villes sont particulièrement concernées comme Mbuji-Mayi (25,32 km).

Les prix des produits pétroliers revus à la hausse. Les prix des produits pétroliers ont augmenté sur l'ensemble du territoire de la RDC. Selon les arrêtés du ministre signés ce 15 avril, cette hausse des prix des produits pétroliers concerne toutes les zones d'approvisionnement du pays : Ouest, Est et Sud. Zone d'approvisionnement Ouest : Essence : 2.195 FC/Litre. Zone d'approvisionnement Est : Essence : 2.695 FC/Litre. Zone d'approvisionnement Sud : Essence : 2.695 FC/Litre.

Adolphe Muzito : « Nous avons un pays conduit par des borgnes qui sont des partis politiques ». Ce diagnostic a poussé le parti Nouvel Élan a lancé la campagne « L'offre politique pour le développement du Congo » afin d'avoir le projet politique « qui incarne les vraies aspirations du peuple ». « Les alliances se font et se défont, parce qu'elles ne reposent pas sur des projets politiques pertinents qui devraient faire l'objet des discussions au préalable. C'est ce qu'il faut corriger », a estimé M. Muzito.

Dimanche 17 avril.

La farine de manioc sera désormais introduite dans la fabrication des pains. Le ministre de l'Industrie a indiqué que cette stratégie qui a déjà fait ses preuves ailleurs va permettre à la RDC non seulement de faire face à la pénurie de la farine de blé mais aussi à créer des emplois et un marché plus large pour tous les producteurs locaux du manioc. Ce projet bénéficie d'un accompagnement et du financement de la Banque africaine de développement à hauteur de 38 millions USD. Les pains congolais vont désormais comprendre 20% de la farine du manioc panifiable et des pizzas, gaufres et gâteaux à 100% de farine du manioc.

Ituri : la population de Mugamba quitte la contrée à la suite de la menace ADF. Les villageois fuient les attaques à répétition des ADF sur l'axe Komanda-Mambasa. En l'espace de cinq jours, ces rebelles ont attaqué au moins quatre localités où ils ont tué une dizaine de personnes. Ce qui pousse la population à fuir vers Komanda et Mambasa. La plupart vit dehors, exposé aux intempéries. D'autres envahissent des salles de classe des écoles.

Nord-Kivu : l'insécurité devient grandissante sur l'axe Kitshanga-Mweso (société civile). Cette insécurité se caractérise notamment par des braquages et des kidnappings. Le dernier cas est celui d'une jeune fille de 19 ans, kidnappée le 15 avril sur ce tronçon routier. Des humanitaires sont également ciblés. Un notable a dit sa crainte que « si rien n'est fait, cette zone ne devienne une zone rouge pour les humanitaires ».

Kinshasa : la NOGEC appelle le Gouvernement à financer la Ceni pour des élections dans le délai. La Nouvelle génération pour l'émergence du Congo, parti politique, membre de la plateforme Dynamique progressiste révolutionnaire, a invité tous les députés nationaux notamment « à participer aux différentes plénières pour débattre sur la loi électorale qui permettra aux citoyens congolais d'exprimer leur choix ».

Butembo : des points de contrôle systématique dans la ville en ce jour de pâques. Dans certains lieux de culte, les nouvelles directives sécuritaires, édictées par la mairie, ont été suivies. A la cathédrale Mater Ecclesiae, dès la grande porte d'entrée de l'enceinte de l'Eglise, le service de sécurité fouillent les poches et les sacs de fidèles. Le même dispositif sécuritaire était observé dans les cultes communautaires de l'Eglise du Christ au Congo (ECC). Cependant, la mesure de contrôle et fouille des personnes n'était pas suivie dans tous les lieux de culte. Dans certaines autres églises, l'entrée s'est faite sans aucune fouille mais on a constaté la présence des agents de sécurité.

Ituri : un militaire ivre tue 8 personnes à Bambu-mine. Dans sa folie meurtrière, ce militaire incontrôlé ouvre le feu sur un camion de marchandises qui venait de Bunia pour se rendre à Mongwalu. Cinq civils, tous des passagers touchés par balles sont tués. Rappelé à l'ordre par son commandant d'unité il tire même à bout portant sur son chef et son garde du corps. L'auteur du drame sera ensuite neutralisé par un compagnon d'armes.

Nord-Kivu : des hommes armés perturbent la célébration pascale à Bashu. Un groupe d'une vingtaine des miliciens Mai-Mai, munis d'armes blanches et à feu, a assiégé la paroisse catholique, Reine des Anges de Bunyuka pendant la messe pascale exigeant notamment de l'argent aux prêtres. Craignant pour leur sécurité, les chrétiens se sont enfuis. Les Fardc sont intervenus en tirant des coups de feu de sommation. Ce qui a fait fuir les assaillants.

Paques : le pape pour le retour de la paix en RDC blessée par les violences. «Nos yeux sont incrédules, en cette Pâque de guerre. Nous avons vu trop de sang versé, trop de violence. Nos cœurs aussi se sont remplis de peur et d'angoisse, alors que tant de nos frères et sœurs ont dû s'enfermer pour se protéger des bombes», a regretté le Pape François lors de sa bénédiction «Urbi et Orbi» à l'issue de la messe de Pâques célébrée à la place Saint-Pierre

Kwilu : 8 détenus de la prison de Kikwit sont en cavale depuis 48 heures. Neuf prisonniers sur les dix que comptait la cellule des tuberculeux de la maison carcérale de Kikwit se sont évadés. Ils ont creusé un trou dans le mur, pendant plusieurs jours. Cette besogne a été facilitée par l'état de délabrement très avancé de cette maison carcérale due à sa vétusté, précise l'autorité urbaine. Après la capture d'un des évadés samedi, des recherches sont en cours pour retrouver les huit autres prisonniers en cavale qui sont malades et faibles.

Mbuji-Mayi : inquiétude après la multiplication des cas de kidnapping. La police demande aux victimes et à leurs familles de dénoncer les kidnappings pour que les services compétents s'en occupent.

Beni : le commandement de la police met en garde les policiers indisciplinés. Lors d'un point de presse qu'il a tenu à Beni, il a indiqué qu'il venait d'effectuer une tournée des différents commissariats de la ville. Le commissaire supérieur a rappelé aux agents de l'ordre la discipline qui doit les caractériser pour une cohabitation pacifique avec la population et il a souligné que les policiers indisciplinés s'exposent à des sanctions sévères.

Nord-Kivu : les leaders communautaires de Waloa-Loanda engagés pour le retour de la paix dans leur groupement, d'accompagner et de faciliter le retour des déplacés de Malembe et de tout le groupement Waloa-Loanda. Cet engagement est contenu dans le communiqué final sanctionnant un dialogue social de deux jours qu'ils ont tenu à Walikale-centre. Aux termes de leurs assises, ils ont pris l'engagement solennel de travailler ensemble pour le retour d'une paix durable dans leur groupement.

Lundi 18 avril.

Le réajustement du prix du carburant n'est pas à la hauteur des recommandations, selon les pétroliers. Le président du regroupement des sociétés pétrolières privées de la RDC dit espérer que le gouvernement va payer les arriérés des distributeurs des produits pétroliers afin de leur permettre de renouveler les stocks : « C'est un réajustement, ça permet peut-être d'atténuer un peu les pertes et les manque à gagner, mais on n'a pas atteint les proportions que nous on voulait (...) J'espère que nous aurons peut-être une rencontre où nous allons voir quel est l'impact de ce réajustement et voir maintenant quelles seront les répercussions parce que nous, nous attendons aussi que rapidement, on puisse donner les moyens pour permettre à la profession de pouvoir faire les stocks ».

Nord-Kivu : retour progressif des déplacés de Rutshuru dans leurs milieux. La société civile indique qu'au moins 50% de la population qui s'est réfugiée à Rutshuru-centre et en Ouganda sont déjà de retour. Quelques activités commerciales et champêtres ont repris dans ces milieux, sécurisés par les Fardc.

L'ECC lance un appel à la cohabitation pacifique des communautés. « Si nous sommes aujourd'hui un seul peuple, cela relève de la souveraineté de Dieu. Le vivre ensemble dépasse notre volonté en tant qu'individus et peu importent nos différences de culture et même d'intérêt politique. Mais nous sommes toujours appelés et déjà à vivre avec l'autre, parce que l'autre est l'image de Dieu. La deuxième chose est de savoir que la divergence d'opinions ne devrait pas constituer la raison de division en tant qu'une Nation. On est nombreux, on est différent à certains égards. Mais chacun de nous doit comprendre que nous n'avons que ce pays comme héritage commun et nous n'avons que cette Nation qui nous détermine en tant que peuple ».

Maniema : l'EP Mukombe dotée de matériaux de construction, 6 ans après avoir perdu ses toitures. Cette école publique, située dans le groupement de Nsange, à 33 kms de Kalina dans le territoire de Pangî, avait perdu sa toiture il y a 6 ans, à la suite d'un vent violent. Le 2ème vice-président du comité local de développement du secteur, a remercié le chef du secteur pour ce don qui est constitué de 100 tôles, 100 madrielles, 100 chevrons plus 50 kilos de clous pour fixer la toiture. Il a demandé à la population de pouvoir donner une participation locale, en pressant des briques et il plaide pour l'État congolais puisse doter cette institution scolaire d'un équipement des bancs pupitres, des tableaux, car les enfants étudient à même le sol.

Kisangani : un blessé et un sac d'argent emporté à la suite d'un vol à main armée à Makiso, Des témoins de cet incident rapportent que des hommes armés non identifiés se sont présentés devant le shop Mpesa pour une transaction. L'opération terminée, l'un d'entre eux a braqué l'arme sur le tenancier du shop, l'obligeant de lui remettre son petit sac contenant de l'argent. Pour le dissuader, il lui a tiré une balle dans le pied avant de se volatiliser dans la nature avec son butin à bord d'une moto.

Kwilu : un député provincial dénonce l'exploitation illicite des forêts à Gungu. François Mukadi a révélé que plusieurs commerçants venant de Kongo-Central et de Kinshasa s'adonnent à la coupe de tonnes des grumes d'arbres, en échange d'argent, en complicité avec des chefs de terre dans le territoire de Gungu et plus précisément dans le secteur de Gilembe. Pour le député, cette déforestation « illicite » n'est pas sans conséquence. Il en appelle à la responsabilité du ministre provincial de l'Environnement afin qu'il mette un terme à cette pratique.

Ituri : 85 personnes tuées en 10 jours lors des incursions des rebelles, dans les chefferies de Walese Vonkutu et Basili, au sud du territoire d'Irumu (Ituri). En plus, cent véhicules ont disparu, une dizaine de motos et de véhicules incendiés, sur la route nationale numéro 4 (RN4). Ces chiffres sont contenus dans un rapport sécuritaire publié le week-end dernier par l'Organisation de défense des droits humains Convention pour le respect des droits humains (CRDH). La plupart des cas ont été commis par rebelles ADF.

Ituri : 5 morts à Mongwalu dans des accrochages entre les miliciens Zaïre et Codeco. Trois victimes sont tombées, touchées par des balles perdues lors d'un accrochage dans la mi-journée de dimanche entre une faction de la Codeco et les éléments du groupe d'auto-défense Zaïre, dans la localité de Balabala. Deux autres personnes ont été tuées à la machette par la Codeco. Dans leur fuite, les Codeco ont pris en otage douze personnes.

Kasaï-Oriental : bientôt la réhabilitation et la modernisation de la RN1 et RN2. La Route nationale N°1 (RN1) dans son tronçon Mbuji-Mayi-Kamina et la route nationale N°2 Mbuji-Mayi-Bukavu, seront réhabilitées et modernisées d'ici fin juillet 2022, par l'entreprise A&M Développement RDC Sarl, une branche congolaise de la A&M, une société roumaine dont la spécialité est avant tout la construction. Le directeur général adjoint de cette entreprise explique : « Concrètement, nous construisons des routes modernes à 4 bandes, deux bandes aller, deux bandes retour et asphalter évidemment. Pour se rassurer que la route va tenir longtemps, nous y mettons une couche de béton sur l'asphaltage. Un projet, c'est un processus qui commence par la visite de la route. Et après ce sont les études, et la signature des contrats d'exécution et puis l'exécution ».

Sud-Kivu : une école délogée à trois mois de la fin de l'année scolaire. L'Institut Matimanyi, situé dans la commune d'Ibanda à Bukavu (Sud-Kivu), a été délogée de ses locaux il y a une semaine après une décision de justice. Depuis lors, les élèves de cette école sont à la maison et privés d'enseignement. Les parents se disent préoccupés par cette situation. Surtout qu'il ne reste que trois mois avant la fin de l'année scolaire en cours.

Beni : un militaire fusille un civil dans un débit de boissons. Un soldat Fardc a tué un jeune homme de 26 ans à Oicha (Beni) à la suite d'une dispute qui les a opposés dans un débit de boissons dimanche dernier. Cette situation avait créé une vive tension dans la région, où des jeunes mécontents ont manifesté dans la rue. Les compagnons d'armes du présumé coupable, l'ont arrêté en attendant son transfert à l'auditorat militaire.

Nord-Kivu : la société de Masisi déplore la multiplicité d'accidents routiers. Le président de la société civile de Masisi a dressé le bilan de treize personnes mortes ainsi qu'une dizaine de blessés la semaine dernière à Masisi. Il a demandé à la population locale de ne pas voyager à bord d'un véhicule transportant des marchandises.

Kindu : l'ASBL DSKD poursuit son appui matériel aux centres de santé. L'ASBL Dynamique Salomon Kalonda Della (DSKD) a remis le 16 avril un lot de matelas à cinq centres de santé de la ville. Auparavant, il a payé les factures médicales pour 36 malades. Salomon Idi Kalonda a, au total, assisté dix centres de santé.

Uvira : 2 morts et des blessés dans un accident de circulation dans la plaine de la Ruzizi. L'accident s'est produit au niveau de la rivière Kavuguvugu, entre les localités Kagurube et Mikamba, dans le territoire d'Uvira. Quant aux circonstances de l'accident, les mêmes sources indiquent que deux camions, l'un en provenance de Misisi dans territoire de Fizi et l'autre en provenance de Bukavu, sont entrés en collision sur le pont.

Retour de Vital Kamerhe à Kinshasa. Vital Kamerhe est rentré, ce 18 avril à Kinshasa, après plus de douze semaines en France, où il avait été évacué pour des soins médicaux. Le président de l'UNC rentre au pays une semaine après que la Cour de cassation a annulé l'arrêt de la cour d'appel l'ayant condamné à 13 ans des travaux forcés. Cette affaire est renvoyée devant la cour d'appel de Kinshasa/Gombe, mais cette-fois avec une autre composition afin de rejurer l'affaire dans son fond. Au cours d'une audience à huis clos, les juges de la Cour de cassation avaient motivé leur décision par le fait que l'arrêt d'appel était entaché des vices de procédure.

Equateur : 8 morts après le naufrage d'un convoi motorisé à Bolomba et de nombreuses personnes portées disparues. Des témoins signalent 25 rescapés dans cet accident, attribué à la surcharge et à la navigation nocturne.

Kongo-Central : un éléphant blesse un jeune homme à Lukula. Cet animal, selon l'administrateur du territoire de Lukula, n'est pas agressif mais c'est la population qui le provoque en lui jetant des pierres. Cet éléphant qui sillonnait la cité de Lukula dimanche jusque tard dans la nuit, est introuvable depuis ce lundi matin. Une équipe du service de l'environnement est en train de suivre ses traces pour découvrir sa cachette.

Des érosions menacent plusieurs quartiers de Butembo. Les têtes d'érosions occasionnent des glissements réguliers des terrains, avec des dégâts humains et matériels. La commune de Bulengera est la plus touchée. L'extraction désordonnée du sable dans les ruisseaux et rivières qui traversent la ville, ainsi que la mauvaise gestion des déchets plastiques sont des facteurs à la base de ce phénomène. « Les déchets en plastique, comme ils ne sont pas dégradables, empêchent les eaux de pluie de filtrer au sol. Ce qui va créer des fissures, qui seront aggravés par la mauvaise canalisation des eaux, et provoquer ainsi des glissements de terrain. L'autre cause, ce sont les erreurs urbanistiques. La solution durable, c'est d'abord la plantation d'arbres antiérosifs, non seulement pour barrer la route aux érosions, mais aussi pour faire face aux changements climatiques. Les arbres antiérosifs, ce sont d'abord les bambous, mais également le (filao). » La solution au problème des déchets plastiques, c'est le recyclage.

Environ 20 maisons de l'Etat spoliées à Kisangani (Mairie). La mairie de Kisangani indique que huit villas appartenant à la mairie sont passées sous d'autres mains. Au Quartier Artisanal, les six maisons identifiées sont occupées par des fonctionnaires de l'Etat. Le maire de Kisangani a par ailleurs lancé une mise en garde contre tous ceux squattent les maisons de la ville.

Un député FCC initie une pétition contre Christophe Mboso. Le député FCC Papy Niango reproche au président de l'Assemblée nationale des vices de procédure dans la déchéance du ministre de l'Economie nationale. En plus, les députés FCC disent suspendre leur participation à toute plénière portant examen de la proposition de loi électorale qui, selon eux, plante le décor d'une fraude électorale. De leur côté, les élus de l'Union sacrée dénoncent "les manœuvres du FCC visant à déstabiliser le bon fonctionnement de l'Assemblée nationale" et empêcher le vote de la révision de cette loi électorale.

Mardi 19 avril.

Blocage sur la révision de la loi électorale : les diplomates s'impliquent. Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso s'est entretenu avec une délégation de l'Union africaine représentée et celle de l'Union européenne, sur le processus électoral et la divergence autour de l'examen de la loi électorale. Le diplomate Guillaume Chartrain a affirmé que la question de la réforme de la loi électorale intéressait l'Union

européenne. La représentante spéciale du président de la commission de l'Union africaine souhaite des élections apaisées en 2023.

Elle encourage les députés à tenir un débat républicain au sein du Parlement, afin d'offrir à la RDC une loi électorale consensuelle et démocratique.

Haut-Katanga : élection ce mardi du nouveau président de l'Assemblée provinciale. Ils devront départager deux candidats en lice, à savoir : Michel Katebe Ngoy et Kenneth Pemba Moto. Le vainqueur de cette élection va succéder à Gabriel Kyungu wa Kumwanza, décédé depuis le mois d'août dernier.

Ituri : l'UPDF et les Fardc bombardent les positions des ADF à Mont Oyo, à moins de 20 kms de Komanda-centre, en territoire d'Irumu, province de l'Ituri. C'est dans cette région, que ces rebelles planifient des attaques contre les populations civiles. Les armées ougandaise et congolaise recourent aux drones armés afin de pilonner avec précision le retranchement de ces ADF.

Kasaï-Oriental : plus de 500 cas de rougeole enregistrés dans 17 zones de santé, sur les 19 que compte la province du Kasaï-Oriental depuis le mois de février. D'après le chef de division provinciale de la Santé les échantillons envoyés à l'Institut national de recherches biomédicales (INRB), indiquent que six zones sont déjà en épidémie. Il s'agit des zones de santé de Miabi, de Tshishimbi, de Lubilanji, de Muya, de Nzaba, et de Lukelenge.

Cette épidémie touche plus les enfants de 6 à 59 mois. Il demande à cet effet aux parents d'amener les enfants dans les sites ou centres de santé prévus pour la vaccination contre la rougeole.

Nord-Kivu : Mgr Sikuli condamne l'attaque d'une église catholique à Bunyuka. Une vingtaine de combattants Mai-Mai, munis d'armes blanches et à feu, se sont introduits dans cette église de la paroisse catholique «Reine des Anges» de Bunyuka, dimanche 17 avril à la fin de la première messe pascale. Ils ont demandé à voir les ornements du prêtre et le prêtre ayant dit la messe pascale et ces assaillants ont par la suite emporté le missel. L'Evêque a rappelé l'enlèvement de deux prêtres catholiques en juillet 2017 dans la même paroisse. Ils sont restés jusqu'alors introuvables. D'où sa demande aux enquêteurs engagés à ce dossier de se servir de cette piste au cas où il aurait un lien avec cette disparition. Dans leur intervention, les FARDC ont abattu l'un de ces assaillants.

Les élus du Nord-Kivu et de l'Ituri conditionnent leur retour aux plénières à la levée de l'état de siège. Les députés nationaux ont procédé lundi 18 avril à une énième prorogation de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Cependant, cette nouvelle prorogation est intervenue au cours d'un huis clos sans débat préalable. Cette procédure a suscité la désapprobation des élus du Nord-Kivu et de l'Ituri. Ceux-ci ont décidé de quitter la salle et de suspendre leur participation aux plénières, jusqu'à ce que l'état de siège soit levé. Cela tant que les cris de leurs populations qui sont tuées dans l'Est ne seront pas pris en compte. »

Kinshasa abrite la 9e semaine de la science et des technologies au bénéfice du développement de l'Afrique. L'un des orateurs, l'astronote sénégalais Maram Kaire, explique l'importance des technologies spatiales au service du développement durable en Afrique. Selon lui, l'Afrique est confrontée aux problèmes que l'on connaît : « la surveillance de nos frontières, de nos ressources maritimes et énergétiques. » L'Afrique a également besoin d'une éducation de qualité, d'une agriculture productive qui puisse anticiper sur les aléas climatiques : « tous ces éléments trouvent une réponse dans l'utilisation et l'exploitation des données issues des satellites. Et nous constatons que les pays qui sont les plus avancés aujourd'hui dans l'utilisation des satellites le sont également dans l'atteinte de leurs objectifs. »

Sud-Kivu : un soldat Farde tue 7 passagers d'une embarcation sur le lac Tanganyika. Ce soldat, Matelot de l'Unité des fusiliers Marins a, pour des raisons personnelles, ouvert le feu sur une pirogue motorisée qui transportait des passagers. Neuf autres personnes ont été blessées. Après son forfait, le meurtrier a été rattrapé plus tard et lynché par la population en colère.

Ituri : 3 personnes tuées dans les attaques de la Codeco à Djugu. La première attaque est survenue vers 20 h au village Ngokoni dans le groupement de D'zna qui accueille des familles de déplacés. Ces miliciens ont tiré des coups de feu dans toutes les directions, avant l'arrivée des Fardc. Dans cette confusion trois personnes ont été touchées par balles. La même nuit, un autre groupe d'assaillants s'est introduit dans les habitations du chef-lieu du territoire de Djugu. Ils ont incendié quelques maisons et ont tenté d'emporter quatre-vingt-cinq vaches.

Révision de la loi électorale : Modeste Bahati et Bintou Keita pour une forte participation de la femme. La cheffe de la Monusco a félicité le président du Sénat pour la promotion de la femme au sein de son regroupement

politique, qui a proposé les femmes à plusieurs postes de responsabilité. « Les sujets que nous avons évoqués sont d'abord la question sécuritaire avec la détérioration de la situation sécuritaire, notamment dans le petit Nord mais aussi la mise en œuvre de l'état de siège. Nous avons aussi abordé la question de la réforme de la loi électorale, (où est-ce qu'on en est ?), parce que c'est la pièce maîtresse, au fait que les élections doivent se dérouler à temps et dans de bonnes conditions. C'est une pièce maîtresse qui est attendue par beaucoup, et notamment par les femmes pour la question de la participation et la représentation des femmes », a expliqué Bintou Keita. Ils ont abordé également « tout ce qui est relatif à la transition dans le Tanganyika, notamment les questions de renforcement de la présence des effectifs militaires et policiers. »

Des habitants de Moanda victimes d'"intoxication au Benzène". Une forte concentration des substances toxiques, appelées "Benzène", a été découverte dans les organismes des habitants des villages de Kitombe, Kinkazi, Liawenda et Tsende aux alentours du site d'exploitation de la société pétrolière PERENCO dans la cité de Moanda (Kongo-Centrale), révèle un rapport publié par l'ONG Ressources naturelles et Développement (RENAD). " Ces villages sont les plus exposés par rapport à l'installation des équipements de l'entreprise comme le torchères, les puits et le tank ». Elle appelle le gouvernement à appliquer les dispositions légales en matière d'exploitation des hydrocarbures en RDC. " La loi portant régime des hydrocarbures interdit le torchage de gaz. Mais pourquoi l'autorité ne l'applique pas ? »

Lancement du projet « Agriculture urbaine » à Goma. Le consortium « Kivu Solution » et l'ONG Incubateur pour la Santé, l'Education et l'agriculture pour le développement (I-HEAD AFRICA) ont lancé le 18 avril à Goma (Nord-Kivu) le projet « Agriculture urbaine. » Le projet devrait bénéficier dix mille habitants, selon les initiateurs. Pour ce projet pilote, dix mille personnes sont ciblées. Selon le directeur général de Kivu Solution les personnes sélectionnées sont celles qui seront formées et qui seront bénéficiaires de semences, ou de composts. « Nous ne pouvons pas seulement compter sur les produits agricoles venant de villages ou de villes riveraines. Ici dans la ville de Goma, il y a ce que nous pouvons nous-mêmes produire, et cela va aider la population à augmenter leurs revenus, mais non seulement cela, lorsqu'il y a des catastrophes où il y a rupture de stock, et où les frontières sont fermées, nous sommes capables de produire nous-mêmes les produits maraichers, les produits de base en pisciculture, les champignons, les petits poulaillers, ainsi des suites », a-t-il poursuivi.

Mercredi 20 avril.

Le gouvernement augmente de 30% le salaire de base des fonctionnaires et agents publics de l'Etat. «À partir d'avril, le gouvernement de la République augmente le salaire de base de tous les fonctionnaires et agents publics de l'État de l'ordre de 30% pour le 2^{ème} trimestre et de l'ordre de plus au moins 45% à partir du 3^{ème} trimestre. Cette volonté du gouvernement est une vraie volonté de soutenir non seulement les agents publics, leur pouvoir d'achat, mais aussi d'améliorer les conditions sociales des agents publics de l'État». Le gouvernement a aussi procédé au rabatement de l'impôt professionnel sur le revenu (IPR), de 15 à 3%. **Augmentation du salaire des fonctionnaires en RDC : le banc syndical satisfait.** "Nous nous réjouissons du fait que le gouvernement a considéré la résolution prise entre le banc syndical de l'administration publique et le gouvernement. Mais nous espérons qu'il en sera ainsi pour d'autres également".

Un buffle traumatise les habitants du village Kibolongo, dans le territoire de Masimanimba (Kwilu). « Un buffle qui avait tué un papa il y a quatre jours passés, et hier encore, il a attaqué quatre personnes qui sont blessées et hospitalisées. » a indiqué l'administrateur du territoire. Selon lui, le comité territorial de sécurité a décidé de refouler ou d'abattre cette bête, qui est une espèce protégée, dans le but de sécuriser la population locale.

Election des gouverneurs : rejet de 44 recours sur les 47 introduits. « Seuls trois ont été reçus et les candidats réhabilités. Cette performance prouve à suffisance l'expertise avérée de nos experts, dans la gestion des contentieux électoraux et qui s'inscrit dans notre nouvelle vision de placer l'homme au centre de toute action ». Conformément au calendrier de la CENI, ce scrutin devra se tenir le 6 mai prochain.

Sénat : la prochaine prorogation de l'état de siège au Nord-Kivu et en l'Ituri conditionnée par son évaluation. Le Sénat a néanmoins adopté lundi 18 avril en seconde lecture, la loi portant « prorogation de l'état de siège dans une partie du territoire national ». Sur 109 sénateurs qui composent la chambre haute du parlement, 89 ont participé au vote, 81 ont voté pour la prorogation, 2 ont voté contre et 6 se sont abstenus. Après un débat engagé quant à cette disposition exceptionnelle que connaît les deux provinces de la partie est de la République, la plénière a décidé de ne prolonger prochainement l'état de siège qu'après une « évaluation avec les membres du gouvernement qui sont concernés ». Pendant ce temps, l'Assemblée nationale a voté avec difficulté la 22ème

prorogation de l'état de siège, à la suite du boycott des députés nationaux de l'Ituri et du Nord-Kivu. Ces derniers s'opposaient à une nouvelle autorisation de prorogation de l'Etat de siège qui « a démontré ses limites ».

Les députés du Nord-Kivu et de l'Ituri déposent la proposition de loi portant fin de l'état de siège. « L'état de siège est une situation exceptionnelle d'abord. C'est comme une thérapie, après un moment on peut changer le traitement. Avec la proclamation de l'état de siège, en ce moment-là on n'avait pas encore mis en place d'autres stratégies. L'armée a comme rôle régalien la défense de l'intégrité du territoire national. Cela n'est pas du à l'état de siège, à tout moment, c'est le rôle de l'armée. Avant pendant et après l'état de siège, l'armée doit continuer à jouer son rôle. Donc cela veut dire que nous trouvons qu'il y a suffisamment d'argument pour que le Parlement puisse voter cette proposition de loi », a expliqué le député Tade Katembo Kambere, élu du Nord-Kivu.

Sud-Kivu : les peuples autochtones pygmées déplorent la spoliation du Parc de Kahuzi-Biega. Les peuples autochtones accusent un responsable du Parc national de Kahuzi-Biega, d'avoir installé un représentant du gouverneur dans la carrière de Bileta situé à l'intérieur du Parc. Ce qui, selon eux, favorise l'exploitation minière illicite dans ce site protégé. « Aux instances judiciaires, de se saisir de ce dossier pour que les auteurs cités soient punis sévèrement ».

Ituri : les Fardc et la FIB prennent le contrôle d'un important bastion des ADF dans la zone du Mont Oyo. C'est au cours d'une opération conjointe baptisée « OPS Komanda » menée par les deux forces depuis le 16 Avril 2022. Pendant cette opération, la Brigade d'intervention de la Monusco a lancé des frappes d'artillerie, suivies de frappes aériennes en appui aux Fardc. Cette zone où les ADF avaient établi une base importante depuis plus d'une année est désormais sous contrôle des Fardc qui présentement, y consolide ses positions, précisent nos sources.

Kinshasa : grogne des agents de l'administration pénitentiaire. « Les agents qui travaillent nuits et jours dans toutes nos prisons de la République, n'ont ni salaire, ni prime. Depuis 5 à 10 ans, cette situation perdure. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous avons organisé cette assemblée générale pour que, l'agent lui-même puisse décider », a indiqué le président de la délégation syndicale de ces agents. « L'autorité budgétaire nous a accordé les 6 milliards de FC, mais, le ministère du Budget ne veut pas nous donner le contreseing. Nous voulons que le ministre du Budget puisse signer le contreseing. Au cas contraire, les prisons sur l'ensemble de la République seront fermées », a-t-il précisé.

Ituri : 3 civils exécutés par des combattants ARDPC à Dyambu. Trois paysans ont été lâchement abattus par des combattants de l'Armée des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (ARDPC), une faction de la Codeco, mardi 19 avril dans la soirée à Dyambu, 7 kms de Fataki-centre, dans le territoire de Djugu (Ituri). Ces combattants ont tiré à bout portant sur ces paysans. Le lundi dernier, trois autres personnes, toutes des déplacées, ont été tuées par ces mêmes rebelles à Ngokoni dans la même région.

Ituri : 9 déplacés de guerre meurent à la suite de « mauvaises conditions humanitaires » à Komanda. Ces décès sont la conséquence de « mauvaises conditions humanitaires » dans lesquelles vivent des milliers de déplacés arrivés à Komanda depuis plusieurs mois fuyant l'insécurité des groupes armés, dont les ADF, dans les villages de Mugamba, Bamande, Kawanza, Kandoyi, Bandiboli, Vonkutu et Manguso, sur l'axe Komanda-Mambasa. Ces familles de déplacées manquent de tout, notamment de nourriture. Plusieurs déplacés passent la nuit à la belle étoile sous les intempéries, dans les cours des écoles, les églises, les maisons abandonnées. Les plus chanceux sont dans des familles d'accueil. Il faut une « intervention rapide des autorités et des humanitaires pour éviter le pire ».

Sept morts et 150 maisons incendiées à la suite d'un conflit entre les communautés de Faraje. Au cours des accrochages survenus les 17 et 18 avril, sept personnes ont été tuées et deux autres grièvement blessées dans les groupements Logo-Lolia du territoire de Faradje dans le Haut-Uele et Kaliko-Omi, en territoire d'Aru dans la province de l'Ituri. Des dégâts matériels importants ont été également enregistrés ainsi que le mouvement de personnes. Des sept personnes tuées, six appartiennent à la chefferie Kaliko-Omi dans le territoire d'Aru. Leurs corps ont été retirés le mardi 19 avril après des négociations entre les autorités territoriales des deux entités. Après cet épisode sanglant, l'heure est actuellement à la sensibilisation des populations pour le mieux vivre ensemble.

La COMICO/Maniema conteste la reconnaissance de Cheikh Abdallah Mangala comme représentant légal. La Communauté islamique du Congo au Maniema a contesté le 18 avril la décision du commissaire principal près le gouverneur en charge de l'intérieur reconnaissant Cheikh Abdallah Mangala Lwaba et son

comité comme représentant légal de la COMICO en RDC à la place de Cheikh Yousufu Djibondo Kapiepie. Depuis 2020 il s'observe un bicéphalisme à la tête de la COMICO, à l'issue des résultats électoraux qui n'ont pas fait l'unanimité.

« **Pour protéger la population, la Monusco a besoin de la confiance des habitants**, et de la confiance des habitants qui doivent dénoncer les groupes armés qui tentent de recruter les jeunes, mais aussi leurs collaborateurs », a recommandé le porte-parole militaire de la Monusco à Beni. Il a appelé les habitants de Maymoya à se désolidariser des groupes armés qui mènent souvent des actions asymétriques. « Dans la protection des civils, l'arme principale c'est la dénonciation. Il y a des gens qui ont créé des confusions entre la population et la Monusco, mais aussi la population et son armée. De son côté, le vice-président de la jeunesse du groupement Bambuba Kisiki, appelle les jeunes à « collaborer avec les services de sécurité pour décanter à temps les situations sécuritaires ».

Lubumbashi : les pétroliers exigent une nouvelle augmentation de prix de carburant. Pour les pétroliers, le prix de 2695 FC le litre d'essence fixé par le gouvernement dans la zone Sud ne reflète pas la réalité des prix en vigueur sur le marché international. Ils préconisent qu'un litre d'essence soit vendu à 3600 FC pour leur permettre de se retrouver dans leur trésorerie. Ils rappellent que le gouvernement, qui a pris l'option de subventionner les produits pétroliers, « s'exécute à peine. » Sur 140 millions USD l'an le gouvernement n'a libéré que 7 millions dollars. Pour eux, l'Etat congolais ne paye le manque à gagner qu'aux sociétés multinationales.

Kwango: le pont Lwayi opérationnel entre Popokabaka et Kasongo Lunda, sept ans après. Après plus de sept ans d'interruption, un gros véhicule a pu traverser, le 18 avril, le pont Lwayi réhabilité sur la route principale qui relie les territoires de Popokabaka et de Kasongo Lunda dans la province du Kwango. L'évènement a été salué par les habitants de plusieurs villages de ces territoires.

Kasaï : les agents et fonctionnaires de l'Etat de Mweka réclament 3 mois de salaires. Les agents et fonctionnaires de l'Etat de différents services publics de Mweka (Kasaï) ont décrété une grève sèche à partir de mardi 19 avril, pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaires.

Ituri : 3 officiers condamnés à 2 ans de prison pour détournement de fonds. Condamnés à cinq ans de servitude pénale au premier degré, ces officiers ont vu leur peine réduite à deux ans par la Haute Cour militaire. Cette instance judiciaire militaire a aussi annulé la décision du premier juge consistant à les renvoyer de l'armée. Après avoir purgé leurs peines, ils pourront donc réintégrer les forces armées de la RDC.

Nord-Kivu : la société civile alerte sur la montée de la malnutrition à Kamandi. Selon la société civile cette situation est due à la carence de produits agricoles dont les prix ont pris de l'ascenseur depuis quelques semaines. La cause serait le non-accès des agriculteurs dans la région de Ndwali, où ils seraient poursuivis par les écoliers qui les accusent de violer les limites du parc et où persiste aussi l'activisme des groupes armés. Les victimes sont des femmes et des enfants déplacés de guerre et sinistrés des catastrophes naturelles.

Révision de la loi électorale : le G13, la Cenco, l'ECC appellent au consensus. Le Groupe des 13 Parlementaires et personnalités politiques (G13) a soutenu l'option de recueillir les amendements de tous les groupes parlementaires afin de dégager et renforcer le consensus politique au tour de la loi électorale. Le G13 a salué la position prise par le président de l'Assemblée nationale qui a défini la méthodologie d'un débat apaisé et éclairé, pouvant permettre aux Congolais de comprendre les grandes innovations proposées par cette loi. « Compte tenu du climat de méfiance qui existe à partir de ce qu'on a connu l'an passé par rapport au processus électoral, l'ECC et la Cenco, qui sont convaincus qu'il faut un minimum de consensus pour des élections inclusives, crédibles et apaisées, ont fait le tour en commençant par l'Assemblée nationale. On a bouclé le tour. Maintenant on est revenu pour échanger avec le président de l'Assemblée nationale là-dessous. On a été édifié de l'ouverture qu'il donne par rapport à la loi électorale et par rapport à cela, s'il y a des cahiers des charges, et s'il y a des gens qui pensent qu'on peut se retrouver dans un contexte pour rechercher un consensus dans ce cadre-là, c'est faisable. » », a indiqué le secrétaire de la Cenco. **Les femmes politiques du Nord-Kivu soutiennent la modification de la loi électorale**, initiée par le député national Jacques Djoli, membre de la plateforme politique "G13". Selon l'une de ces femmes, l'ancienne loi portait des germes d'exclusion d'une manière générale, mais aussi une forme de discrimination à l'égard des femmes et les personnes vivant avec handicap. Elle salue les modifications proposées, entre autres, la suppression du seuil électoral, qui a constitué un blocage pour plusieurs Congolais.

Beni : 5 véhicules brûlés par les ADF sur la route Beni-Kasindi. L'incident est intervenu au cours d'une nouvelle embuscade de ces rebelles au niveau de Kyaviboko-Mighende, un village de la localité Rugetsi dans le secteur de Ruwenzori en territoire de Beni (Nord Kivu).

Jeudi 21 avril.

Kinshasa : la Ceni confirme la tenue des élections en 2023. Gerard Bisambu, membre de la plénière de la Ceni a indiqué que, la centrale électorale va respecter le délai constitutionnel pour la tenue des élections. « La feuille de route respecte ce délai parce que les élections sont programmées pour l'année prochaine ». Concernant, l'opération de recensement de la population, le représentant de l'Office national d'identification de la population (ONIP), a fait savoir que soixante-deux millions de dollars sont déjà disponibles pour réaliser cette opération dont les travaux sont en cours. Le secrétaire de la Conférence épiscopale nationale du Congo a exprimé son inquiétude face au manque de communication de l'ONIP sur le chronogramme de l'opération d'identification des Congolais. Pour éviter le glissement, l'Eglise du Christ au Congo pense que la Ceni devra donner des informations fiables à tous les acteurs du processus.

Kasaï-Central : 6 disparus dans le naufrage d'une pirogue sur la rivière Lubudi. « La pirogue transportait 15 femmes qui revenaient de leurs champs. Un vent violent a malheureusement provoqué le chavirement de la pirogue. Nous n'avons pas encore retrouvé les 6 disparus. Les agents de l'ordre sont à pied d'œuvre pour les retrouver », a précisé l'administrateur du territoire de Lubudi.

Demande du report de la Table ronde de cohabitation pacifique au Grand-Katanga. Cette Table-ronde entend notamment consolider la cohabitation pacifique entre les communautés des provinces issues du Grand-Katanga. Les délégués de cette société civile disent vouloir bien se préparer pour éviter que cette rencontre produise des résultats superficiels. Ils saluent cette initiative de l'archevêque métropolitain de Lubumbashi, Monseigneur Fulgence Muteba de réunir les filles et fils de ce coin du pays pour une sincère réconciliation.

La 31^e Communauté presbytérienne fête ses 131 ans d'existence, le 19 avril à Mbuji-Mayi. Le représentant légal de cette communauté, pasteur Thibert Tshibemba, revient sur quelques œuvres sociales qu'ils ont réalisées pour le développement de cette province. Selon lui, cette communauté s'est également investie dans l'encadrement de la jeunesse : « aujourd'hui nous avons 11 hôpitaux, plus de 359 écoles secondaires et primaires ». Il cite la coordination des œuvres d'encadrement des enfants vulnérables et les orphelinats. Pour rappel, la 31^e CPC avait entamé ses activités en avril 1891, à Luebo, dans l'actuelle province du Kasai.

COVID-19 : la campagne de vaccination prorogée de deux jours à Kinshasa. Le coordonnateur provincial du Programme élargie de vaccination (PEV), attribue cette prolongation aux intempéries ayant perturbé le bon déroulement de cette campagne de vaccination de masse. Il a invité les personnes à se rendre aux sites de vaccination. Ces derniers sont placés à travers toute la ville voire dans les arrêts de bus ou carrefours.

L'ambassadeur Alberto Petrangeli annonce l'arrivée des entreprises italiennes en RDC. Arrivé en RDC depuis une semaine, le nouvel ambassadeur de l'Italie, a également annoncé l'organisation, dans les prochains mois, d'un « forum des affaires » à Kinshasa en vue permettre aux entrepreneurs de deux pays de développer leurs liens d'affaires. L'ambassadeur italien et le président du Senat ont échangé sur les « relations diplomatiques entre les deux pays et ils ont aussi partagé sur les élections et la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Alberto Petrangeli remplace à ce poste, Luca Attanasio, assassiné en février 2021 en territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu.

A la prison de Beni, un potager et un poulailler financés par la Monusco pour améliorer l'alimentation des détenus. Les patates douces, le maïs, le manioc, le chou et les autres cultures produites dans le potager vont nourrir désormais les détenus. La responsable de l'Unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco souligne la question du bien-être des détenus. Car quoique, privés de liberté, ces hommes et ces femmes ont des droits qui doivent être respectés. Le représentant de la ministre de la Justice à cette cérémonie reconnaît l'importance de ce genre de projets qui permettent aux prisons de pouvoir résoudre la question de l'alimentation des détenus de manière autonome. « Nous devons passer du système de financement de prisons à l'autoproduction des prisons », révélant que l'Etat congolais débourse « au moins chaque trimestre un 1.400.000.000 FC pour nourrir les prisonniers ». Ce qui, de son propre aveu, « devient insuffisant ». Ces projets dont le coût global est estimé à 225 000 USD s'étendent également au territoire de Lubero où un nouveau quartier pour les femmes a été construit dans la prison centrale. Cet établissement pénitentiaire va d'ailleurs être rénové et agrandi.

Assemblée nationale : la conférence des présidents opte pour l'invalidation des députés absentéistes. Pour le rapporteur de l'Assemblée nationale, une commission spéciale sera mise en place pour analyser le rapport général de participation individuel de chaque député aux plénières. Il explique que ceux qui auront plus de 60% d'absences aux plénières d'une session seront invalidés et remplacés par leurs suppléants, conformément à l'article 90, alinéa 6 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale : « le mandat d'un député prend fin suite à une absence non justifiée et non autorisée, à plus d'un quart des séances d'une session ».

Examen d'Etat : Accroissement du nombre de candidats pygmées au Maï-Ndombe. L'inspecteur principal provincial de Maï-Ndombe précise qu'ils sont passés de 32 à 99 inscrits au cours de cette édition. Il a noté un accroissement de 67% du nombre d'élèves pygmées dans ce coin du pays. Il a par ailleurs invité les peuples autochtones à maintenir cette allure, en amenant leurs enfants à l'école et non en brousse pour la chasse.

Rutshuru : Environ 600 ménages des déplacés ont reçu la première assistance (HCR) Les responsables de HCR ont cependant déploré que « l'assistance humanitaire est retardée dans cette contrée faute de l'instabilité sécuritaire ». « On a pu travailler avec les autorités, en synergie avec le PAM, avec OCHA, pour identifier ces personnes [les déplacés], et pour apporter les premières assistances. 500 ménages ont reçu des bâches avec tous les autres kits (articles ménages) à l'Ecole primaire (EP) Rugabo et aux alentours. Et, 88 ménages ont reçu des couvertures, des nattes et du savon. Nous nous préparons encore à y retourner, en fonction maintenant, après les évaluations, quand ce sera un peu calme, car nous avons annoncé 1 500 ménages qu'on pouvait assister». Par ailleurs, les affrontements de fin mars dernier à début avril courant, entre les FARDC et le M23, à Jomba, en territoire de Rutshuru, ont contraint plus 40 000 familles en exil, selon la société civile.

Ituri : reprise timide du trafic sur l'axe routier Bunia-Goli, un jour après que les miliciens de la Codeco ont barricadé cette route à la hauteur du village Gbakalu, en territoire de Djugu. Quatre véhicules en provenance de Mahagi pour Bunia, sur la RN 27, sont tombés dans l'embuscade de ces miliciens. Ces assaillants ont pris en otage huit voyageurs et les ont emmenés en brousse vers la localité de Massikini, affirment des rescapés. Une panique a gagné la région. Plus de quarante véhicules ayant quitté Bunia pour Mahagi et l'Ouganda ont rebroussé chemin et d'autres ont préféré passer nuit, à Djugu-centre. Après l'accalmie de ce jeudi matin, certains véhicules ont pris le risque de s'engager sur cette route mais d'autres sont encore immobilisés, à Djugu centre.

Sud-Kivu: des élus provinciaux pour la réduction des frais de participation à l'examen d'Etat. Le rapporteur de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu est d'avis que ce montant, de 94 000 FC (47 USD), est exagéré pour les parents d'élèves vu la situation socio-économique de cette province. Le chef de division provinciale de l'EPST (Sud-Kivu) soutient que le gouverneur de province tient compte des propositions de leur comité provincial. Le comité provincial de l'EPST est composé du PROVED, de l'Inspecteur Provincial Principal, des comités des parents, des syndicalistes ainsi que des représentants des écoles conventionnées, privées agréées.

Ituri : le bilan de l'attaque de la Codeco s'alourdi à Dyambu. Il est passé, le 20 avril, de trois à dix personnes. Selon des sources sécuritaires, après avoir tué trois personnes à Dyambu, non loin de la localité de Katu, dans le secteur de Walendu Pitsi, ces mêmes assaillants, dans leur passage, ont ouvert le feu sur un groupe de 7 personnes qui se trouvaient aussi dans leurs champs. Leurs corps ont été découverts dans la brousse à la soirée du mercredi dernier par les activistes des droits humains et les chefs locaux. L'attaque a également fait 5 blessés graves.

L'UPDF et les FARDC "ont complètement évacué les ADF" de leurs bases (Officier ougandais Muhoozi). « En moins de cinq mois, les forces conjointes UPDF-FARDC de l'opération Shujaa ont complètement évacué les ADF des bases qu'elles occupaient depuis plus de 22 ans. J'entends que la Monusco, la force de l'ONU, nous aide à dans l'opération. Nous apprécions leur aide », a indiqué le 21 avril le commandant en chef de l'armée de terre ougandaise. « Les ADF ont en grande partie fui toutes les zones que nous avons attaquées; à savoir: le pont de Semuliki, Kambi ya Yua, Belu I, II et III, Tondoli, Kainama, Boga et Tshabi », a-t-il poursuivi.

RDC : le Gouvernement décide de geler la TVA sur certains produits. En attendant que la liste des produits concernés soit rendue publique, le ministre d'Etat en charge du plan a expliqué "avoir reçu la nouvelle, par la vice-ministre des Finances, sur le gel de la TVA sur certains produits de première nécessité notamment le ciment, les boites de conserves et beaucoup d'autres produits de première nécessité pour la population de manière à contenir le mouvement des prix et à jouer vers la tendance à la baisse des prix". Selon lui, cette décision entre dans le cadre des dispositions prises par le gouvernement de la République pour faire face aux effets néfastes de la guerre ukrainienne sur l'économie nationale.

"La participation politique des femmes dans les instances de décision est confrontée à plusieurs défis" (CONAFED) La secrétaire permanente du Comité national Femme et Développement, a indiqué qu'au nombre de ces défis, figurent les contraintes culturelles et l'éducation en famille, la volonté politique de décideurs. Elle a également appelé toutes les femmes à conjuguer les efforts afin d'obtenir leur participation dans les institutions.

Ituri : les 10 otages de la Codeco libérés moyennant 2 300 USD ce 21 avril. La milice Codeco avait barricadé la route nationale numéro 27, axe compris entre Bunia et Goli, à la hauteur du village Gbakalu. A cet effet, quatre véhicules en provenance de Mahagi pour Bunia, sur la RN 27, étaient tombés dans l'embuscade de ces miliciens. Et les 10 personnes ont été prises en otage.

Kindu : plus de 7 400 ménages sans abris après la pluie, qui s'est abattu le 20 avril sur toute l'étendue de la ville de Kindu et ses environs. La pluie a causé des dégâts matériels importants. Ces familles passent nuit à la belle étoile et certaines dans des écoles et églises. La Caritas/Kindu, a ainsi lancé ce 21 avril une alerte humanitaire demandant à ses partenaires et hommes de bonne volonté à secourir ces familles sinistrées.

Le sommet de Nairobi décide d'un « dialogue consultatif » entre Félix Tshisekedi et les rebelles. Les dirigeants présents à Nairobi se sont convenus du lancement d'un processus politique censé faciliter les consultations à entreprendre entre la RDC et les groupes armés locaux qui écument l'Est du pays. Ce processus sera particulièrement suivi par Uhuru Kenyatta, président du Kenya. Tous les groupes armés en RDC sont appelés à participer inconditionnellement au processus politique "de règlement de leurs doléances". D'un côté, le sommet de Nairobi a prôné le dialogue. De l'autre, il a décidé de la mise en place de la force régionale de lutte contre les forces négatives, qui doit être opérationnelle immédiatement sous la direction de la RDC.

Ituri : 7 morts dans une attaque des ADF à Mukasila. Très tôt le matin, la colline de Mukasila, dans le groupement Banvonkutu, a été envahie par les ADF, où ils ont abattu 2 personnes. Ils se sont ensuite dirigés vers Kangubu, situé 5 kms plus loin, où ils ont encore tué 5 civils et incendié plusieurs maisons. Une dizaine de villageois ont également été pris en otage. Plus de mille ménages ont déjà fui leurs localités vers Komanda. L'armée assure que les opérations sont en cours pour mettre fin aux agissements de ces inciviques.

Beni : près de 50 personnes tuées par les ADF depuis le début de ce mois, a indiqué le député national Jean-Baptiste Muhindo Kasweka. A cet effet, il plaide pour le renforcement des mesures de sécurité dans cette partie du pays. Il dénonce une confusion qui prévaut entre la population et les Fardc sur la vraie identité des tueurs. Il exige des enquêtes de la haute hiérarchie des Fardc et la permutation des unités dans cette partie du pays : «Toute la population réclame la relève des troupes qui ont fait longtemps dans cette zone et dont le comportement frise une complicité avérée avec les présumés massacreurs. » Il exige donc et en toute urgence des enquêtes de la haute hiérarchie des FARDC pour que rapidement soit identifiée « cette maffia au sein des leurs unités en vue des sanctions idoines ainsi que la relève des troupes qui ont vieilli dans cette zone. »

Vendredi 22 avril.

Sama Lukonde à Lubumbashi pour prêcher la cohabitation pacifique. Le Premier ministre est arrivé jeudi 21 avril dans la soirée à Lubumbashi dans le Haut-Katanga, en compagnie de plusieurs membres de son gouvernement. Pendant son séjour, il va réunir les différentes communautés vivant dans la province pour promouvoir le vouloir vivre ensemble et la paix. D'autres questions sont également prévues, notamment celles relatives à la santé et à la sécurité. Il n'a cependant pas donné la date du coup d'envoi de cette table ronde dont tout le monde parle. Il a par ailleurs annoncé l'arrivée imminente de Félix Antoine Tshisekedi à Lubumbashi.

Nord-Kivu : disparu depuis quelques jours, le journaliste Samuel Sirasi retrouvé mort à Kalembo. Le journaliste de la radio La Voix de l'Université officielle de Semuliki à Beni a été retrouvé mort, pendu à un arbre, ce 20 avril à Kalembo dans le secteur de Rwenzori. D'après le président de la société civile les circonstances de la disparition du journaliste ne sont pas encore connues. Le président de l'Union de la presse du Congo à Beni, demande à la justice de tout mettre en œuvre pour retrouver le coupable afin qu'il réponde de ses actes.

Tanganyika: Arrivée d'une délégation de l'Assemblée générale des Nations-Unies à Kalemie. La Monusco a exposé à la délégation de l'Assemblée générale de l'ONU les 5 thématiques de la stratégie de retrait. Ils ont abordés les questions de protection, le vide sécuritaire que pourrait créer le départ de la mission onusienne et la nécessité d'une présence résiduelle à Bendera dans le domaine de la participation des communautés, des femmes et des jeunes. Le programme PDDRCS et sa mise en œuvre dans le Tanganyika a aussi été évoqué.

Tshuapa : les frais de photos imposés 3 fois aux candidats à l'exetat à Befale. Une première fois en achetant la fiche d'identification dont le frais incorpore déjà celui de la capture, une deuxième fois auprès du pool de l'inspection et une troisième fois auprès d'une délégation provinciale de l'enseignement. Face à cette situation confuse, les parents d'élèves sont inquiets et parlent de tracasserie.

Mai-Ndombe: Jean Claude Bola retire sa candidature au poste de gouverneur. «Je tiens à préciser que c'est en toute liberté et pour des raisons de convenance personnelle, que j'ai décidé de retirer ma candidature comme candidat gouverneur de Mai-Ndombe. En toute honnêteté intellectuelle j'ai estimé de ne pas continuer la course.

Bintou Keita encourage la classe politique à travailler pour un processus électoral crédible, apaisé et inclusif. « J'ai rencontré le président de l'Assemblée nationale pour prendre la température sur les discussions autour de la réforme de la loi électorale, les positionnements des uns et des autres, quelles sont les dynamiques, et surtout d'encourager toutes les parties prenantes à faire en sorte que dans le contexte des institutions, les débats puissent avoir lieu sur la réforme de cette loi électorale tant attendue, de manière que l'on puisse cheminer vers un processus électoral transparent crédible, apaisé et inclusif», a déclaré la cheffe de la Monusco.

Kindu: la communauté musulmane apporte une aide aux prisonniers. Selon son chef d'entité, cheikh Idi Saleh Manusura, cette aide est un signe de partage en cette période « du mois sacré de Ramadan ».

Kwilu : trafic interrompu entre Bagata et d'autres régions du pays depuis 4 jours. Le principal pont qui relie ce territoire de la province du Kwilu au reste du pays, par les villes de Bandundu et Kinshasa, est complètement hors d'usage depuis mardi. La détérioration de ce pont a été progressive mais c'est mardi que le pont s'est totalement coupé, paralysant ainsi totalement les activités économiques dans cette partie du pays. La réhabilitation urgente de ce pont et l'ouverture des routes secondaires s'avère urgente et vitale pour la population du Kwilu.

Maniema: plus de 15 véhicules poids lourd bloqués depuis un mois à Namulowe à cause de l'effondrement d'un pont. Le trafic s'est ainsi coupé entre les provinces de Maniema, Lomami, Kasai-Oriental et Sud-Kivu lorsque le pont Namulowe, déjà très vétuste, s'est affaissé lors d'une pluie. « Cette rupture de trafic entraîne des conséquences néfastes étant donné que cette route est d'intérêt national elle relie 4 provinces : Kasai-Oriental, Maniema, Lomami et Sud Kivu. C'est ainsi que nous interpellons l'implication du Gouvernement central ».

Début du dialogue direct entre le Gouvernement et les groupes armés locaux à Nairobi. Les chefs d'Etats membres de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) ont annoncé pour ce vendredi 22 avril le début d'un dialogue entre le Gouvernement Congolais et les groupes armés locaux à Nairobi au Kenya. Cette annonce, faite la veille, a suscité des réactions diverses et divergentes au sein des populations congolaises, notamment, en provinces de l'Ituri et Sud-kivu où plusieurs de ces groupes armés sont actifs. Si certains pensent que ce dialogue constitue une lueur d'espoir du retour de la paix, d'autres émettent de réserve quant aux résultats de ces pourparlers. **Félix Tshisekedi n'a pas rencontré les groupes armés opérant dans l'Est du pays.** La principale raison reste la difficulté logistique pour le déplacement de la plus part des concernés à joindre Nairobi. La présidence de la République du Kenya qui pilote le volet politique du processus, s'emploie à faciliter l'arrivée des représentants de ces groupes dans la capitale kenyane en vue de rejoindre les deux autres qui y séjournent, indique la dépêche. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a réaffirmé avant son retour à Kinshasa, la matérialisation de ce processus de reddition inconditionnelle qu'il considère comme une dernière chance donnée à ces groupes armés locaux à déposer immédiatement les armes et s'engager dans le processus de réinsertion sociale. Faute de quoi, l'option militaire régionale soutenue par tous va les y contraindre. « Pour le Président Félix Tshisekedi, il est donc clair que cette main tendue envers ses compatriotes engagés dans une lutte armée contre leur pays n'est pas une table ronde de négociations ni de compromissions », note la dépêche présidentielle. Ce processus devrait s'inscrire dans la droite ligne du Programme DDR-CS qui définit les limites du tolérable. Par ailleurs, le Chef de l'Etat Congolais a laissé un groupe de travail d'experts chargé de mener ces consultations sous le leadership du Président Uhuru Kenyatta.

RDC : un Congolais élu 1er vice-président à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage. La ministre de la Justice a présenté le 21 avril à la presse, Jean-Marie Kambuma, élu 1^{er} vice-président à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage. Cette élection s'est déroulée lors la 52^{ème} session du Conseil des ministres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), tenue à Niamey au Niger du 14 au 15 avril.

Idiofa : la nouvelle société civile demande l'installation d'autres banques pour la paie des fonctionnaires.

"C'est la seule banque, Afriland, en l'occurrence, qui paie plus de trente à quarante mille agents, alors pour terminer la paie d'un mois, ils peuvent prendre deux mois. Ces enseignants font de 200, 300 voire 500 km pour venir recevoir la paie. Notre plaidoyer est que l'on puisse avoir d'autres banques sur place ».

Kisangani : fermeture de stations-service de carburant en provenance de l'Est de la RDC. Les importateurs des produits pétroliers de Kisangani à partir de l'Est de la RDC ont fermé leurs stations-service pour deux jours depuis jeudi 21 avril pour protester contre l'insécurité sur les routes d'approvisionnement notamment en Ituri. Selon leur corporation, le chauffeur d'un camion-citerne est mort il y a quelques jours dans l'incendie, par des présumés rebelles ADF, de deux camions citernes transportant 80 m³ de carburant.

Masisi : plus de 80 000 personnes délogées de leurs terres vivent actuellement dans les camps des déplacés (ACEDH). Dans une déclaration faite ce 22 avril, à l'occasion de la Journée internationale de la terre, l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme, s'est dit préoccupée par le harcèlement judiciaire et violations des droits et libertés des défenseurs fonciers. Cette ONG déplore, notamment, l'arrestation et détention de 5 défenseurs des droits fonciers locaux de Masisi et Rutshuru, membres du comité des anciens ouvriers des champs des colons belges, attribués aux grands concessionnaires à l'époque de la rébellion du RCD. C'est dans une affaire qui les oppose à ces concessionnaires depuis avril 2021, au parquet de grande instance de Goma.

Beni : Fiston Isambiro, leader du groupe de pression Veranda Mutsanga condamné à 10 ans de servitude pénale. Le ministère public reproche à Fiston Isambiro d'avoir, par coopération directe, participé à la commission de l'infraction, notamment lancé et publié des tracts sur les réseaux sociaux incitant à des actes de violence ayant abouti le 25 novembre 2019 à l'incendie des bureaux de la mairie et d'une base de la Monusco à Beni.

Modeste Bahati propose la modification de la loi sur l'agriculture pour encourager les investisseurs nationaux et étrangers. Parmi les motivations de cette proposition de loi, figurent les allègements fiscaux et la création d'un fonds pour soutenir les agriculteurs. « Pour le législateur, nous devons susciter et inciter tous ceux qui veulent investir, qu'ils soient nationaux ou étrangers, dans ce secteur, pour qu'ils viennent nous aider à mettre en œuvre ce secteur. Voilà pourquoi nous avons constaté que la loi qui a été promulguée depuis le 24 décembre 2011, sur l'agriculture n'est pas d'application parce qu'il y a certaines dispositions qui rendaient l'application quasiment impossible. Vous ne pouvez pas appeler quelqu'un, et lui dire 'venez investir chez nous, mais c'est nous qui allons être majoritaires dans votre capital' alors que nous n'avons pas amené le capital ».

Kasai-Central : la LIZADEEL alerte sur les enlèvements d'enfants à Kananga. En l'espace de deux semaines, deux cas ont été documentés, dont un enfant enlevé dimanche 17 avril devant une église et amené vers une destination inconnue.

Bukavu : 15 personnes tuées entre mars et début avril 2022 à Bagira, selon la société civile. Il ressort du document établi par la société civile que 4 personnes ont été tuées par balle dans les quartiers Ciriri, Cikony et Mulwa. Dans ces mêmes quartiers, quatre corps sans vie avaient été ramassés. En outre, 7 personnes ont été brûlées vives, dont une dame de quatre-vingt ans accusée de sorcellerie. Elle note 3 cas d'enlèvement enregistrés dans plusieurs quartiers dont Kanoshe, 4 maisons incendiées, et 7 maisons attaquées dans une seule nuit.

Samedi 23 avril.

Ituri : plus de 3000 orpailleurs déguerpis du site minier de Ngunga. Selon la société Mongwalu Gold Mining (MGM), cette décision vise à lutter contre l'exploitation clandestine des minerais, longtemps décriée par les autorités dans ce gisement. Depuis le début d'avril les gestionnaires de cette l'entreprise ont demandé aux orpailleurs de quitter le site minier de Ngunga à 7 kms de Mongwalu. Une mesure que contestent ces exploitants artisanaux. Ils affirment, n'avoir que cette activité qui leur permet de subvenir aux besoins de leurs familles. Ces orpailleurs accusent également cette société d'exploiter les minerais sans respect du cahier de charges, ni des retombées économiques pour la population, tel que le recommande le code minier.

Le M23 déjà à Nairobi pour le dialogue avec le gouvernement congolais. A l'initiative de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), ces pourparlers visent la restauration de la paix dans l'Est de la RDC. A Goma, au Nord-Kivu, quelques groupes armés ont été invités, hier vendredi, au gouvernorat de province pour des formalités de voyage. C'est notamment le NDC\R de Guidon actif dans le Masisi et Walikale, également l'APCLS de janvier Kalairi. D'autre part, le groupe Mai-Mai Kifuafua de Walikale et l'AFRC de Kakule Masivi dit "je t'aime" de Rutshuru, entre autres, déplorent n'avoir pas été invités au dialogue de Nairobi.

Ouverture de la Table ronde interprovinciale à Lubumbashi ; Placée sous le thème : « l'exode rural face au développement des provinces », cette rencontre entend encourager le vivre ensemble. Cette conférence offre l'opportunité aux participants de se dire des vérités afin de trouver des solutions durables aux problèmes qui les divisent afin de faciliter la cohabitation pacifique. Par rapport au mouvement massif des populations, l'enjeu est de voir dans quelle mesure mettre en place des conditions favorables au bon encadrement des jeunes notamment par la création de l'emploi. Les participants à ce forum vont échanger sur les problèmes qu'engendre ce flux migratoire sur le plan sécuritaire.

Conditions carcérales déplorables dans les amigos de Kindu. L'ONG Haki Zabinadamu indique : « Au niveau du commissariat de district, nous avons trouvé dans une cellule de deux mètres et demi, plus de 10 détenus qui passent leurs journées et leurs nuits sur les pavés maillés parfois d'urine et matières fécales. Dans cet office là il n'y a pas de toilettes ». Elle demande d'améliorer les conditions carcérales dans la ville de Kindu.

Exetat 2022 : le maquis et les frais d'organisation matérielle interdits au Maï-Ndombe 3. L'Inspecteur principal provincial de l'EPST au Maï-Ndombe 3, dit avoir eu plusieurs réunions avec les acteurs pour que cette épreuve nationale se tienne dans l'ordre. Il affirme avoir pris les dispositions pour que les candidats passent l'examen d'Etat dans de bonnes conditions.

Plus de 10 déplacés décédés sur environ 1500 recensés en deux semaines à Mambasa. Les personnes de troisième âge et les enfants figurent majoritairement parmi ces victimes. Ces déplacés sont sans abris et ils n'ont ni nourritures, ni soins médicaux. D'autres déplacés continuent d'affluer dans cette zone. Une délégation humanitaire venue de Bunia aurait tenu le 21 avril une réunion d'évaluation multisectorielle sur la situation.

Beni : vive tension après l'assassinat d'un vendeur des cartes prépayées. La victime rentrait chez lui, quand il a croisé sur son chemin ses bourreaux qui lui ont logé une balle dans la poitrine et il est mort sur le champ. Ils ont emporté tous les biens qu'il détenait y compris son sac d'argent. Des jeunes en colère ont barricadé la voie principale, menant à l'aéroport. Plusieurs coups de feu ont été tirés en l'air pour disperser ces jeunes.

Assemblée nationale : début du débat général sur la réforme de la loi électorale, ce 22 avril, Le débat de ce vendredi a essentiellement tourné autour de la question de mode du scrutin, du seuil de représentativité, de l'usage de la machine à voter mais également du contentieux électoral. Le débat général va se poursuivre jusqu'au mercredi prochain, afin d'assurer un traitement rigoureux de ce texte qui exige un plus large consensus politique pour des élections apaisées. **Répression du sit-in contre la révision de la loi électorale.** Le parti politique Engagement Citoyen pour le Développement (Ecidé) fustige la répression du sit-in organisé hier vendredi contre la révision de la loi électorale devant le peuple du peuple. « Une violence injustifiée et disproportionnée. Nous avons enregistré une trentaine de blessés dont cinq graves parmi lesquels un combattant de l'Ecidé qui a vu ses jambes broyées ».

Sankuru : une dizaine de maisons incendiées à la cité de Tshumbe, par des jeunes. Ils ont agi ainsi pour venger leur frère, retrouvé mort dans un étang de la rivière Sholo, au quartier Mission catholique, par des personnes qui allaient puiser l'eau. Certaines autorités locales déplorent l'arrivée tardive de la police sur ce lieu pour la dissuasion et le rétablissement de l'ordre.

Une nouvelle épidémie d'Ebola déclarée à Mbandaka. La RDC connaît sa quatorzième épidémie d'Ebola depuis 1976. Les précédentes flambées dans la province de l'Équateur remontent à 2020 et 2018, avec respectivement 130 et 54 cas enregistrés. Des efforts pour endiguer l'épidémie actuelle sont déjà en cours. Le patient décédé a reçu un enterrement sûr et digne, ce qui implique de modifier les cérémonies funéraires traditionnelles de manière à minimiser le risque que des fluides contagieux infectent les participants. Toute personne ayant été en contact avec le patient est également identifiée et son état de santé sera surveillé. L'établissement de santé où le patient a reçu des soins a été décontaminé. La vaccination devrait démarrer dans les prochains jours. Le pays dispose déjà de stocks de vaccin rVSV-ZEBOV Ebola disponibles dans les villes de Goma et Kinshasa. Les vaccins seront envoyés à Mbandaka et administrés selon la stratégie de « vaccination en anneau » - où les contacts et les contacts des contacts sont vaccinés pour freiner la propagation du virus et protéger des vies.

Mgr André Giraud Pindi nommé nouvel évêque du diocèse de Matadi. Il succède ainsi à Mgr Daniel Nlandu Mayi, évêque émérite du diocèse de Matadi, décédé le 12 décembre 2021 à l'âge de 68 ans. Mgr André Giraud Pindi Mwanza est né le 24 juillet 1964 à Kindomngiello, diocèse de Matadi, est entré au Petit Séminaire de Kibula (1976-1984) et a terminé ses études de Philosophie au Grand Séminaire de Mayidi (1984-1988) et de

Théologie à le Grand Séminaire Saint Jean XXIII de Kinshasa (1988-1993). Ordonné prêtre le 18 septembre 1994.

Reprise des hostilités par le M23 : la partie gouvernementale obtient l'expulsion dudit groupe armé des consultations. En pleines consultations en début de soirée, les participants ont été surpris d'apprendre la reprise des hostilités par les M23 dans le Nord-Kivu. La partie gouvernementale a exigé et obtenu de la facilitation Kenyane l'expulsion immédiate de la salle du M23/ Makenga. Les consultations se sont poursuivies après cette suspension avec les autres groupes armés, sous la facilitation kenyane. Prenant la parole à cette séance inaugurale, les représentants des groupes armés ont notamment déclaré qu'ils n'ont pas l'intention de combattre le régime du président Tshisekedi. Ils sont disposés à faire avancer ce processus, ont-ils dit.

Nord-Kivu: le nouveau commandant secteur opérationnel Sokola Grand-Nord prend officiellement ses fonctions Le nouveau commandant secteur opérationnel Sokola 1 Grand Nord, le général de brigade Robert Kasongo Maloba a pris officiellement sa fonction ce samedi 23 avril à Beni. Le commandant secteur entrant qui vient de l'Ituri, remplace à ce poste le général de brigade Bertin Mputela qui a passé 10 mois à la tête de ce secteur.

Dimanche 24 avril.

Nord-Kivu : la société civile opposée au dialogue avec les groupes armés à Nairobi. « La RDC a un programme de démobilisation interne et réinsertion communautaire des groupes armés. Tout dialogue allant dans le sens de s'entretenir avec les groupes armés est nul et de nul effet, et la population de la RDC ne le souhaite pas. C'est pour cette raison-là que nous en appelons aux chefs d'Etat des pays de la région de respecter l'accord cadre pour la paix dans la région des Grands-lacs, qui a des obligations des pays de la région à l'égard de la RDC », a indiqué Etienne Kambale, membre de la structure citoyenne, en charge de la bonne gouvernance. « Ce n'est pas un secret pour les citoyens de la région des Grands-lacs que certains groupes armés bénéficieraient de l'appui de certains pays de la région ». Le peuple est derrière son armée et ses autorités pour que les accords signés soient respectés, par notre pays mais aussi par les pays de la région ». L'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) préconise les dispositions militaires pour obtenir l'arrestation des leaders du M23. **Poursuite des consultations de Nairobi sans le M23.** La séance de dimanche s'est tenue sans la présence du M23/ Makenga. Sa mise à l'écart était une exigence posée depuis samedi soir par les émissaires du Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi, en raison de la reprise des combats, par ce groupe armé dans le Nord-Kivu. Selon des sources proches des experts de la RDC, certains groupes armés du Nord-Kivu ont rejoint la nuit, la capitale kenyane. Tandis que les représentants d'autres groupes armés du Sud-Kivu sont, eux, déjà arrivés samedi soir à Nairobi. Il s'agit essentiellement des groupes actifs dans les territoires d'Uvira, Fizi, Mwenga et le plateau de Minembwe. Ces consultations se tiennent en présence des envoyés spéciaux de l'ONU, des Etats-Unis d'Amérique, de la France ainsi que des pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC).

Ituri : les femmes réclament la « réforme de la justice militaire », afin de rendre service aux populations de cette province en quête de paix et de justice. Les femmes de l'Ituri ont relevé plusieurs faiblesses dans le fonctionnement de la justice militaire dans ce coin du pays. Elles citent notamment, le « non-respect de la loi en matière de traitement des affaires liées aux violences sexuelles et basées sur le genre », ou encore « l'allongement du délai de traitement des dossiers ». Selon la loi congolaise, les dossiers liés aux violences sexuelles doivent être « traités et jugés dans un délai maximal de trois mois ». Le collectif des femmes de l'Ituri dit avoir constaté que certains interrogatoires de victimes sont faits dans des audiences publiques sans protection de ces dernières. Une pratique contraire à la loi et qui décourage les victimes à porter plainte contre leurs bourreaux. D'autres pratiques ont été dénoncées au cours de cette rencontre dont le monnayage des visites au cachot de l'auditorat militaire.

Idiofa : dysfonctionnement de la justice faute de magistrats et juges. Les activités judiciaires sont paralysées au tribunal de paix d'Idiofa (Kwilu), depuis le départ, il y a quelques mois, d'un de deux juges. L'on dénombre cependant quarante-cinq dossiers en souffrance dans cette juridiction. Cette situation est à la base du surpeuplement au cachot du parquet près ce tribunal ayant connu, dernièrement une évasion des détenus.

Kasaï-Oriental: une vingtaine de maisons incendiées après une tension ethnique à Miabi. Ces tensions ont éclaté à la suite de l'annonce de l'arrivée dans le groupement, de la dépouille de l'un des collaborateurs du chef de groupement désavoué par la famille régnante. Ce collaborateur est mort la semaine dernière, à la prison de Mbuji-Mayi. Le défunt avait été soupçonné par la famille régnante d'avoir créé des troubles au sein de la communauté.

La justice s'était saisie du dossier. Il fut arrêté et écroué en prison de Mbuji-Mayi, où il a trouvé la mort.

Des acteurs politiques accusés d'entretenir la tension entre Kasaiens et Katangais. Selon le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur « Les tireurs de ficelles se recrutent parmi les acteurs politiques et la population devrait s'en méfier ». De leur côté, les chefs coutumiers et autres représentants l'espace Kasai et celui du Katanga ont exprimé leur volonté de voir la paix revenir entre leurs communautés. Entre-temps, le Premier ministre poursuit les consultations des membres de deux communautés pour une issue heureuse de cette Table ronde.

Sud-Kivu : La FEC appelle l'Etat à subventionner les entreprises nationales. Le président de la Fédération des entreprises du Congo souligne que « l'adhésion de la RDC au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), est une opportunité pour les opérateurs économiques du Sud-Kivu d'être compétitifs au niveau régional », Il a invité les opérateurs économiques du Sud-Kivu à se mettre en compétition pour occuper des places de choix dans la région. C'est ainsi qu'il a sollicité l'accompagnement de l'Etat congolais : « Il serait bien de voir comment travailler avec les autorités du pays afin qu'elles puissent nous mettre dans les conditions de concurrence ».

Kasai-Oriental : la police appelée à l'apolitisme à l'approche de l'élection des gouverneurs. Le commissaire supérieur principal dit avoir fait cette recommandation en marge de l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs, prévue le 6 mai prochain. « Le policier n'a pas droit de manifester ses mécontentements, ni moins manifester son appartenance à son frère, ou son oncle, bien qu'il soit candidat. Nous, notre parti politique, c'est la police ». Il propose aussi à la Ceni de mettre à la disposition du candidat en même temps qu'aux cours et tribunaux l'enveloppe contenant les copies des résultats issus de la machine à voter.

Ituri : affrontements entre la milice Codeco et les Fardc soutenues par la Monusco. Il s'agit d'une attaque lancée le 24 avril, par deux unités des forces spéciales de la Monusco conjointement avec le 3201^e régiment des Fardc, contre le camp de la milice Codeco à Demi, pour déloger ces miliciens de cette localité. Cette opération, dénommée "Opération Sake". Situé à moins de 10 km d'Ame, ce camp était l'un des plus grands de la milice Codeco, qui opère dans la région depuis plusieurs années, en commettant des atrocités contre la population civile.

Maniema : une seule source d'eau potable pour 6000 habitants de Lusangay, dans le territoire de Kasongo. A Lusangay, plus de six mille personnes s'approvisionnent à une seule source parmi les quatre construites il y a deux ans par l'APD. Les trois autres sources ont tari, témoigne le président de la société civile de Basonge 1. Selon lui, « une femme, qui quitte sa maison de 3 h du matin, rentre à 10 h avec un seul bidon d'eau. La seule source qui donne de l'eau est surnommée "Makosano" c'est-à-dire "querelles" ». La police dit avoir enregistré plus de vingt plaintes pour bagarres, coups et blessures de ces femmes, qui se disputent souvent le passage pour puiser de l'eau.

Lundi 25 avril.

Mbuji-Mayi : attentes de la société civile face à la table ronde interprovinciale de Lubumbashi. Les acteurs politiques ainsi que ceux de la société du Kasai-Oriental affirment qu'ils suivent de près les travaux de la table ronde interprovinciale, qui se tiennent à Lubumbashi (Haut-Katanga). Ils souhaitent que les recommandations, qui seront formulées à l'issue de cette rencontre, permettent de renforcer d'une manière durable la paix et le vivre ensemble. Certaines organisations de la société civile du Kasai-Oriental disent apprécier l'attitude du gouvernement, qui a pris la balle au bond pour renforcer la cohabitation pacifique entre Kasaiens et Katangais. Mais quelques acteurs de la société civile du Kasai-Oriental déplorent leur absence à cette table ronde de Lubumbashi.

Plusieurs représentants des groupes armés du Nord et Sud-Kivu à Nairobi pour des pourparlers avec le gouvernement. Parmi ces délégués du Nord-Kivu, l'on peut citer Désiré Ngabo Kisuba et Fidèle Mapenzi Mike du mouvement armé Nduma defense of Congo-Rénové (NDC/R) de Guidon Shimirayi Mwiswa. L'autre présence signalée est celle de Janvier Kalahiri lui-même, chef de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), venu de l'ouest de Masisi-centre, accompagné d'Eliya Mwangi et Mapenzi Léonard. Kakule Masivi, chef du groupe armé, Alliance des forces de résistance congolaise (AFRC) et Kambale Sikuli Luther ainsi que Kasereka Syaghalira Levis pour le compte du Front des patriotes pour la paix, armée du peuple (FPP/AP) du général auto-proclamé Kasereka Kabido, sont aussi à Nairobi. Parmi les six nouveaux arrivants du Sud-Kivu l'on retrouve le colonel auto-proclamé Olivier Murindangabo du groupe Ngumino, M'munga M'shaleke Justin, coordonnateur de la coalition des Forces des patriotes pour la défense du Congo (FPDC), du groupe Ebwela Mtetezi. Le FPDC regroupe en effet, plus de 65 groupes armés autochtones opérant dans l'Est de la RDC. L'on

retrouve également Matendo Bushiri de UPSP du groupe René Itongwa et Alida, Lewis Kibuki de UCL du groupe Kijangala, et Kamasa Ndakize Welcome, coordonnateur du groupe Twirwaneho de Makanika. D'après des sources proches de la délégation gouvernementale à Nairobi, les six représentants des groupes armés du Sud Kivu, rejoignent d'autres délégués dont ceux du groupe Android/Twirwaneho de Gakunzi. Le groupe Yakutumba vient de se désister à la dernière minute. Pendant ce temps, sur le terrain au Sud-Kivu, la situation sécuritaire reste tendue dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira et de Fizi. **Pourparlers de Nairobi : Antonio Guterres salue les efforts déployés par les dirigeants de l'EAC pour rétablir la paix en RDC.** M. Guterres « exhorte tous les groupes armés locaux de la RDC à participer sans condition au processus politique, et tous les groupes armés étrangers à désarmer et à retourner sans condition et immédiatement dans leurs pays d'origine respectifs ». Le Secrétaire général a souligné l'importance d'une stratégie globale pour s'attaquer aux causes profondes du conflit dans l'est de la RDC, dont les mesures non militaires, ainsi que de la mise en œuvre effective des programmes de justice transitionnelle et de DDRR/R existants. Il a appelé à un dialogue continu, franc et ouvert entre toutes les parties prenantes en vue de résoudre les tensions et de renforcer la confiance. **Ituri : les groupes armés favorables aux pourparlers de Nairobi.** Cependant, ils déplorent le silence du gouvernement qui n'a rien dit jusqu'ici pour faciliter leur déplacement en vue de prendre part à ces assises. Parmi les groupes armés qui sont actifs en Ituri, il y a la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) et l'Union de révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (URDPC/CODECO). A ceux-là, s'ajoute la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), qui avait signé depuis deux ans un accord de paix avec le gouvernement. **Consultations de Nairobi : les groupes armés du Nord-Kivu bloqués à Goma.** Jusqu'à la fin de la matinée de ce lundi, une grande délégation des représentants des groupes armés du Nord-Kivu, qui ont déjà finalisé avec les formalités pour le voyage à Nairobi, attendaient toujours leur avion, révèlent les sources proches de ces groupes. De nombreux autres groupes armés importants opérants dans la province du Nord-Kivu affirment avoir déjà été contactés, mais déclarent néanmoins attendre une invitation formelle pour cette mission à Nairobi.

Lualaba : déraillement du train New express Diamant Béton de la SNCC à Lubudi. Ce nouveau déraillement a été enregistré, à la hauteur du passage à niveau, aux kilomètres 440 entre les villages Nguba et Mutaka, dans le territoire de Lubudi (Lualaba). Cet accident a été causé par un véhicule de marque Howo chargé du sable qui a heurté la locomotive 1802 qui, heureusement, ne s'est pas renversée. Il s'agit d'un train spécial de luxe lancé il y a plus ou moins dix mois pour desservir la ligne Lubumbashi/Haut Katanga et Mwene Ditu/Lomami. **Lualaba : le chauffeur du camion à la base déraillement d'un train à Nguba arrêté.** Lors de son audition, le chauffeur a affirmé que le système de freinage de son camion posait problème. Voilà pourquoi il voulait traverser vite le rail avant que le train ne s'engage sur le passage à niveau, mais il l'a percutée.

Equateur : l'électricité, un besoin majeur pour le développement de la province. L'Association des médias associatifs et communautaires de l'Equateur (AMACEQ) a organisé le 23 avril à Mbandaka une conférence-débat, en partenariat avec l'ONG Internews et la Suède, sur l'électrification de la ville de Mbandaka et de toute la province de l'Equateur. La question a été au cœur des débats. Les participants ont suggéré l'électrification par un réseau hydroélectrique à même d'attirer diverses industries et de lancer le développement socio-économique. Le parti politique Nouvel Elan, fustige le manque de volonté politique et de bonne gouvernance.

Paludisme : 241 millions nouveaux cas et 627 000 décès en 2020 dans 85 pays dont la RDC (OMS). Ces chiffres ont été publiés à l'occasion de la célébration ce lundi 25 avril de la journée mondiale de lutte contre le paludisme. Le thème retenu pour 2022 est « Innover pour réduire la charge du paludisme et sauver des vies ». En RDC le paludisme fait partie en 2018, des principales causes de morbidité et de mortalité, représentant ainsi 44 % de l'ensemble des consultations et 22 % des décès. **Sud-Kivu : 170 habitants sur 1000 souffrent du paludisme, selon le PLP.** Officiellement, le paludisme est pris en charge gratuitement dans les structures de santé du Sud-Kivu. Il s'agit de la consultation, du test de diagnostic rapide et de médicaments que le gouvernement et ses partenaires mettent à la disposition des malades. Les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans sont les plus touchés. Au moment de sa première consultation prénatale, la femme enceinte reçoit un traitement préventif et une moustiquaire imprégnée d'insecticide. L'enfant de moins de 5 ans reçoit le même type de moustiquaire lorsqu'il termine son calendrier vaccinal.

Bukavu : les jeunes sensibilisés sur la désinformation et la manipulation. L'objectif de la rencontre était d'aider les jeunes à développer un sens critique face à certaines formes de manipulations distillées par les réseaux sociaux surtout sur l'application de messagerie Whatsapp. « La première chose c'est prendre du recul, de dire qu'est-ce que je viens de lire ? Qui m'a envoyé ça et pourquoi il peut m'avoir envoyé ça ? Donc commencer soi-même à se poser des questions sur sa propre réceptivité par rapport à l'information qui est diffusée. Si cela n'est pas fait, on risque de dire oui, c'est parce que c'est une personne influente, c'est mon pasteur, c'est mon député ou bien c'est mon enseignant, on risque de partir de cette image là et ne pas se rendre compte que la

personne peut diffuser quelque chose sans avoir vérifié. Donc, moi-même je me mets en question, je dis stop », explique le responsable de programme au sein de de L'ONG Action pour la paix et la concorde (APC)

Nord-Kivu : accalmie sur les fronts dans la région de Jomba. « Les Fardc porte à la connaissance de l'opinion que dans la journée du 23 avril 2022, aux environs de 15 h, le M23 a attaqué les positions de Fardc de Bugusa, Kinyamahura, Rwambeho, Cheya 1 et Cheya 2, dans le territoire de Rutshuru, violant ainsi la trêve et le cessez le feu décrété pour permettre l'aboutissement heureux des consultations de Nairobi. Face à cette situation et aux intensions belligère du M23, les Fardc tirent les conséquences qui en découlent et ne se laisseront pas narguer par ces hors la loi dont l'objectif est d'endeuiller la paisible population et de la plonger dans la misère la plus noire », a indiqué le général Sylvain Ekege des Fardc.

Nord-Kivu : la journée ville morte pour réclamer la fin de l'état de siège suivie à Butembo et Lubero. A Butembo, les grands commerces à l'instar des boutiques, magasins et officines pharmaceutiques sont restés fermés au centre commercial. Plusieurs écoles de la ville n'ont pas aussi ouvert leurs portes et la circulation est restée timide. Les forces de l'ordre sont déployées sur les lieux stratégiques de la ville. Les barricades qui étaient érigées tôt ce lundi par des manifestants notamment à Mutsanga, Kyamboho et au centre-ville ont été enlevées par des policiers. La situation est presque similaire à Lubero-Centre et à Kirumba.

Maniema : distribution des vivres à plus de 180 ménages sinistrés de Kayuyu, don du gouvernement. Les sinistrés du conflit communautaire du 21 décembre 2021 à Kayuyu dans le territoire de Kasongo (Maniema) ont reçu l'assistance du gouvernement central, constituée pour chacun des 182 ménages, de 32 tôles, 9 kg de clous, matelas, 25 kg de haricots, 21 kg du riz, d'huile végétale, d'un bassin, de bidon, casseroles, gobelets, assiettes et de seaux. Le centre de santé de Kakuyu et ses deux postes de santé ont bénéficié de près de 15 tonnes des médicaments, sans oublier les matériels de construction de la mosquée et de l'école primaire Musaada.

Beni : activités normales malgré l'appel à la ville morte. Les boutiques, magasins et marchés ont fonctionné normalement. Cependant, une forte présence de l'armée et de la police était visible à travers plusieurs endroits chauds de la ville. Déjà dimanche 24 avril, la coordination urbaine de la société civile de la ville de Beni affirmait ne pas être associée à l'appel de deux journées villes mortes lancées par certains groupes de pression et mouvements citoyens. Elle a invité la population de la ville de Beni à vaquer normalement à ses occupations.

Ebola à Mbandaka : 74 contacts listés après le décès de l'étudiant. Ce dernier était admis au centre de traitement d'Ebola (CTE), dans la zone de santé de Wangata (Mbandaka). Selon le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, qui a déclaré le 23 mars la 14e épidémie de la maladie à virus Ebola à Mbandaka, ces personnes listées sont prise en charge par le gouvernement. Cependant, la majorité de la population n'est pas informée, ni consciente du danger. L'actuelle épidémie d'Ebola semble encore une affaire des autorités et agents sanitaires. Il faudrait multiplier des activités de sensibilisation en vue d'amener la population à prendre conscience et à s'impliquer ouvertement dans la lutte.

Conférence interprovinciale de Lubumbashi : les jeunes décrient l'exode des Kasaiens. Pour ce lundi, plusieurs structures ont été reçues par les membres du bureau de cette conférence, composé des gouverneurs de deux espaces. D'après la jeunesse katangaise, ce qui serait à la base des tensions entre les deux communautés, c'est entre autres le non-respect par la jeunesse kasaïenne des autorités établies, sa non-intégration et le non-respect de la culture katangaise. Pour cela, elle a proposé que des actions de développement soient menées dans l'espace grand Kasai pour réduire sensiblement le flux migratoire; tel qu'il est constaté ces jours. La jeunesse katangaise a aussi proposé qu'une autre conférence interprovinciale soit organisée dans l'espace grand Kasai pour débattre de la question de l'exode rural pour pouvoir le freiner. Les motocyclistes, qui sont accusés d'être à la base de cette tension à cause de leur comportement, ont indiqué que c'est à tort qu'ils étaient indexés comme des semeurs des troubles. Quant à la jeunesse kasaïenne, elle a affirmé qu'il n'y avait pas des conflits entre les deux communautés et que tout motocycliste n'est pas forcément un ressortissant kasaïen. Par rapport à l'exode rural, leur président Daddy Kazadi wa Mbombo a demandé aux gouverneurs de l'espace grand Kasai de développer leurs milieux par l'électrification et la construction des routes. Ce qui fera venir les investisseurs, qui créeront les entreprises et offriront de l'emploi aux jeunes.

Mardi 26 avril.

Bunia : début du procès des militaires et civils poursuivis pour vente de minutions aux groupes armés. Quinze prévenus (huit militaires, quatre femmes et trois civils) ont été à la barre ce lundi devant les autorités judiciaires. Ils ont été cités par une des prévenues dans le dossier de la vente des minutions de guerre à des groupes armés, dont la Codeco. Ces prévenus sont également cités dans l'affaire du massacre de 62 civils dont

des déplacés dans les sites de Savo et Bambu dans le territoire de Djugu. Ils sont accusés par le ministère public de vente de minutions, de participation à des mouvements insurrectionnels et crimes de guerre par meurtres.

Consultations de Nairobi: les groupes armés du Maniema réclament leur participation. Les chefs miliciens du Maniema voudraient savoir quel est le critérium de sélection des groupes armés qui doivent participer à cette rencontre. Certains groupes armés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont rejoint la table des négociations. **Serge Tshibangu sur les pourparlers de Nairobi : « Le gouvernement ne négocie pas avec les groupes armés, mais les incite à désarmer ».** La précision a été donnée par mandataire spécial du Président de la République et chef de la délégation de la présidence de la République à ces pourparlers. « Disons que nous ne parlons pas des négociations. Cependant, selon la volonté du Président Felix Tshisekedi, il est question de leur parler et de les écouter. Et parler pour passer le message clair : qu'il est temps de déposer les armes, qu'il est temps de se rendre inconditionnellement ». **Ituri : « Tout est mis en place pour la participation des groupes armés aux pourparlers de Nairobi ».** Des contacts sont en cours avec les leaders dont de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et du Front patriotique et intégrationniste (FPIC). **Ituri : deux leaders FRPI quittent Bunia ce mardi pour Nairobi via Goma.** Deux leaders du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri et un expert vont quitter Bunia ce mardi 25 avril pour Nairobi au Kenya. La Monusco apporte l'appui logistique pour les acheminer à Goma d'où ils vont poursuivre le voyage jusqu'à Nairobi au Kenya. **Les délégués des groupes armés du Nord-Kivu ont finalement quitté Goma,** ce 26 avril. Parmi ces chefs miliciens, figurent ceux de groupes armés du CMC/Nyangura, APCLS de Paul Muhanuka, AFRC de « Je t'aime » et ceux des factions de NDC/Rénové, FPP de Kabidon et UPLC de Mayani.

Lancement de la campagne de distribution des moustiquaires au Kasai-Central : plus d'un million de bénéficiaires attendus. A en croire le gouverneur intérimaire du Kasai-Central, le souci est de faire reculer la maladie dans sa province : « Rassurez-vous, cette campagne de distribution gratuite va permettre de couvrir tous les ménages de la province et a pour slogan Je m'engage pour zéro cas de malaria dans mon ménage ». Avant le Kasai-Central, l'USAID a apporté son appui technique et financier dans d'autres campagnes de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans les provinces du Kwango, du Lualaba et de l'Equateur.

Kasai-Oriental : la Ceni se lance dans la collecte des données de la cartographie électorale. La cartographie électorale appelée aussi cartographie opérationnelle des centres d'inscription des électeurs est « l'ensemble d'opérations de collecte des données des lieux où les électeurs seront identifiées et où ils se rendront pour accomplir leur devoir de vote ». Les préposés à la collecte des données cartographiques, ont pour rôle d'identifier les lieux des anciens centres, leur accessibilité, leur viabilité, et émettre un avis autour de leur rapprochement vis-à-vis des potentiels électeurs. La dernière cartographie électorale a eu lieu en 2018.

Mbandaka : l'ISTM prend des mesures en vue de sécuriser ses étudiants contre la nouvelle épidémie d'Ebola. Parmi ces mesures prises, il y a la sensibilisation des étudiants sur l'existence de la maladie, le respect des gestes barrières et l'obligation de se présenter gratuitement à l'hôpital en cas de maladie. Outre l'installation des lave-mains devant les coins stratégiques de l'institut, le comité a aussi demandé la vaccination de toute la communauté de l'Institut supérieur des techniques médicale. L'ISTM a lancé un appel aux services de santé publique et aux humanitaires, afin d'aider à renforcer ses capacités en information et en matériels de protection. **Ebola à Mbandaka : un 2^{ème} cas enregistré.** Les autorités sanitaires de la RDC ont confirmé le 25 avril un 2^{ème} cas d'Ebola à Mbandaka. Il s'agit d'une femme de 25 ans, décédée ce 26 avril et qui avait présenté des symptômes deux semaines avant. Après vérifications, la défunte était la belle-sœur du premier cas contact à haut risque.

Butembo : augmentation de 2,2% des cas de paludisme au premier trimestre 2022. L'insalubrité dans la ville et la non-utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans la zone périphérique de la ville, sont les principales causes de cette augmentation des cas de paludisme dans la zone de santé de Butembo. Le point focal de la zone de sante de Butembo interpelle chaque habitant à l'assainissement de son milieu de vie. Il annonce la campagne de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide au cours du mois de mai prochain.

Révision de la loi électorale : la machine à voter et la cartographie électorale au centre du débat à l'Assemblée nationale. Au cours de la séance du lundi 25 avril, la majorité des députés proposent la « suppression de seuil de représentativité ». Par rapport à l'interdiction de désigner un membre de la famille pour la suppléance, les députés veulent se choisir eux-mêmes leurs suppléants car, il s'agit d'une question de confiance. Les élus plaident notamment pour la suppression de l'élection des gouverneurs au second degré afin qu'ils soient directement élus par la population. Des questions ayant trait à la fiabilité de la machine à voter ont

fait également débats. L'autre question évoquée est celle liée à la cartographie électorale qui ne correspond pas aux limites administratives, qui est source des tensions entre les communautés locales.

Ituri : une délégation de la Ceni à Bunia pour superviser le processus électoral. Selon le chef de la délégation de la Ceni en Ituri, la première activité consistera à actualiser la cartographie opérationnelle de la province. En clair, il s'agira d'identifier les zones susceptibles d'accueillir les centres d'enrôlement ainsi que les centres de vote. Il a été question d'évaluer les risques sécuritaires pour la faisabilité des activités de la Ceni sur l'ensemble de la province. Au cours de cette visite, la délégation de la Ceni va également procéder à l'évaluation des biens matériels ainsi qu'au contrôle technique de ses agents en Ituri.

Kindu : « les jeunes leaders » initient une pétition contre le maire de la ville. Ces jeunes lui reprochent son incompétence dans la gestion de la ville notamment dans le domaine de la sécurité. La ville de Kindu elle est totalement sale en commençant par l'habitation du maire.

Moussa Faki Mahamat salue la décision des dirigeants de l'EAC de déployer une force régionale pour rétablir la stabilité en RDC. Le Président de la Commission de l'Union africaine, a notamment félicité, le Président Uhuru Kenyatta et les dirigeants de l'Afrique de l'Est pour leurs efforts communs en vue de trouver une solution durable à la situation dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs dans son ensemble. Il a réaffirmé l'engagement continu de l'UA en faveur de la « mise en œuvre intégrale de l'Accord-cadre de paix, de sécurité et de coopération pour la RDC et la Région », en tant que l'un des garants de l'Accord.

Sud-Kivu : 9 morts dans un éboulement de terre à Bukavu, dans la commune de Kadutu. Cinq maisons et trois véhicules ont également été endommagés. « Les causes : c'est une colline de plus de 70% de pente. Ensuite, il y a les mauvaises constructions. On construit une maison en étage sur un sol qui n'est pas ferme. Il faut aussi reconnaître que, c'est là où passe la fissure qui a causé l'écroulement une maison des religieuses à côté du Lycée Wima. On accuse les autorités, mais très souvent ces familles n'ont pas des titres fonciers ».

Kwilu : le mouvement citoyen CJL dénonce le dysfonctionnement à l'assemblée provinciale. La communauté des jeunes leaders fustige entre autres, le manque de plénières depuis la rentrée parlementaire en cours, après les obsèques des trois députés décédés. Ce dysfonctionnement bloque le contrôle parlementaire dans les services publics établis dans la province. Le CJL condamne également le comportement des élus provinciaux du Kwilu qui, à chaque session, ont l'habitude de sécher les plénières pour des raisons politiques.

Les combattants Mai-Mai Ngolenge s'installent dans plusieurs villages du sud du territoire de Lubero. Ces Mai-Mai, munis de fusils, circulent dans les villages Kasoso et Kialuwa en groupement Itala dans la chefferie de Batangi où ils annoncent la construction imminente de leur camp. Pour se faire, ils sollicitent la main d'œuvre locale. Dans d'autres entités de la région, ces combattants ont instauré une « taxe mensuelle que doit payer chaque agriculteur avant d'accéder à son champ ». Les caféiculteurs sont soumis à une taxe de 10\$ et ceux qui font la culture du manioc 5\$. Ceux qui ne s'exécutent pas sont torturés et soumis à des amendes exorbitantes.

Beni : 16 jeunes interpellés lors des échauffourées à Oicha. Seize personnes ont été interpellées et deux policiers blessés par des projectiles lors des échauffourées entre des jeunes et la police, le 25 avril à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Selon le commandant de la Police nationale congolaise dans la région, ces personnes interpellées sont accusées de « trouble à l'ordre public, destruction méchante, coups et blessures ». Leur interpellation est intervenue pendant qu'elles tentaient de manifester au quartier Masosi d'Oicha pour exiger la fin de l'état de siège.

Lubumbashi : les commerçants du Grand Kasai réclament la livraison de leurs marchandises périssables à la SNCC. « Il y a six mois à peu près, nos marchandises qui sont périssables aux dépôts de la SNCC des marchandises, ont été payées cash. Nous avons des poissons salés, des poissons fumés, des poissons séchés, nous risquons de tout perdre. Raison pour laquelle nous sommes venus nous plaindre pour que la société SNCC nous aide à transporter nos marchandises vers le Grand Kasai, sinon nous risquons de perdre le tout ».

Deuxième journée de paralysie des activités à Butembo. Les boutiques, magasins et officines pharmaceutiques notamment sont restés fermés au centre commercial de Butembo. Il en est de même de certaines écoles. Au marché central, quelques vendeurs ont été présents. La circulation, elle, est restée timide. Cette situation a indigné certains vendeurs ambulants rencontrés. Le coordonnateur provincial de la société civile du Nord-Kivu, qui soutient également la levée de l'état de siège, désapprouve cependant cette démarche des organisateurs de ces journées villes mortes, qui font encore souffrir la population sous une autre forme.

Procès Chebeya/Bazana : le prononcé de l'arrêt renvoyé au 11 mai. L'ordonnance du président de la Haute Cour militaire justifie ce report par le déplacement d'un juge de carrière pour raison considérée "impérieuse" de service et à l'indisponibilité d'un juge assesseur. Depuis septembre 2021 la justice militaire a rouvert en appel le procès du double assassinat de l'ancien directeur exécutif de "La Voix des Sans Voix" et son chauffeur.

Kinshasa : des parents déplorent la prolifération des bars près des écoles. Certains élèves se retrouvent dans ces bars après la sortie de classe. Certains enseignants aussi y vont. Le ministre provincial de l'éducation, affirme que lui et son équipe sont au courant de cette situation et qu'ils y travaillent. Selon lui, l'implication de tout le monde est de mise pour réussir à mettre fin à cette situation.

Kwilu : les structures sanitaires privées non viables sommées de fermer. Cette décision intervient après une mission d'inspection et de contrôle depuis fin 2021 dans les structures sanitaires privées et pharmacies se trouvant dans la ville de Bandundu, de Kikwit et dans quelques territoires. « Dans la ville de Bandundu, pour les officines pharmaceutiques, nous avons trouvé cinq viables sur 48, dans la ville de Kikwit, 46 sur 355. Par rapport aux formations sanitaires privées et confessionnelles, dans la ville de Bandundu, seul 7 répondent aux normes sur 41 et à Kikwit, 20 sur 121. Les structures sanitaires non viables vont fermer automatiquement :

Mercredi 27 avril.

Mbandaka : un policier condamné à la prison à vie pour meurtre de son commandant et d'un étudiant. L'agent de police Sébastien Iyeli a été jugé coupable notamment du meurtre de son commandant, sur qui il a tiré à bout portant, et de l'étudiant Freddy Bomame. Par ailleurs, le tribunal a condamné deux étudiants de l'Université de Mbandaka, respectivement à 20 ans et 3 ans de prison pour détention illégale d'arme de guerre et pour rébellion. Les trois condamnés ont 5 jours pour interjeter appel.

L'an 1 du gouvernement : les engagements pris dans le secteur de la justice sont restés de simples intentions (SCED). La Société congolaise pour l'Etat de droit (SCED), note que dans son discours programme prononcé devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre avait déroulé les 15 piliers de son action, regroupée en 4 grands secteurs. Du côté de la justice, il avait promis entre autres la réorganisation de l'assistance judiciaire gratuite, le recrutement des magistrats et l'amélioration des conditions de vie et de travail des magistrats ainsi que de l'ensemble du personnel judiciaire. Le directeur général de SCED, estime que ces promesses n'ont pas été tenues.

RDC : naissance de deux bébés gorilles dans le parc national des Virunga. Les Rangers de Virunga ont observé deux nouvelles naissances dans la famille Bageni. Tumaini et Ziadi ont donné naissance à un bébé femelle et mâle, avec le dos argenté Bageni. La famille compte désormais 48 individus ».

Maniema : création de la concession forestière de Maïko pour la communauté locale. Le député provincial de Lubutu pense que cette concession va booster le développement de cette entité : « Cette concession nous est accordée à la lisière de ce parc de la Maïko. C'est une grande satisfaction parce que la population n'avait plus le droit d'accéder au parc. Maintenant, la population a eu le droit à travers cet arrêté de jouir d'une partie de ce parc à travers cette concession de communauté. Avec l'avènement du parc national, les activités de la population étaient bloquées, ceci permettra maintenant à la population de jouir de cette partie en toute responsabilité ». L'obtention de cet arrêté a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'organisation Faune et flore internationale.

Environ 221 millions USD de primes d'assurances perçus en 2021. Le président de cette structure invite ainsi l'Etat à la régulation de ce secteur générateur des recettes pour le trésor public : « L'Etat a intérêt à bien réguler le secteur d'assurances parce que plus on a de primes, plus on paie d'impôts et l'Etat a plus d'argent d'un côté. Plus, on paie des primes, plus on aura de capitaux pour investir dans des projets, soit déposer dans des banques qui pourront donner plus de crédits à leurs clients ». Il estime également que si le secteur d'assurances est bien régulé, il peut générer environ 800 millions USD de primes voire plus pour le pays. Un porteur d'assurance est remboursé pour tout sinistre subit et l'Etat en tire dividende.

Beni : 6 civils tués dans des attaques des ADF dans le secteur de Ruwenzori. La dernière attaque a eu lieu le 26 avril à Hululu-Mighende, sur la route Beni-Kasindi. Quatre personnes ont été tuées lors d'une embuscade contre deux véhicules en provenance de Kasindi. Les assaillants ont d'abord pillé les marchandises avant de mettre le feu aux véhicules. Peu avant, c'est le village de Mulwa, qui a été attaqué, causant la mort de deux civils et des dégâts matériels importants, notamment quatre motos incendiées. Plus tôt dans la matinée, c'est la localité de Masambo qui a été la cible de ces assaillants qui ont incendié au moins douze maisons de commerce à

Kithogho-Buhumirya, un village de la localité Rugets. Cette situation a causé le déplacement des habitants vers des milieux sécurisés.

Nord-Kivu : première assistance humanitaire du gouvernement en faveur des déplacés de Jomba. Au moins quatre véhicules contenant des vivres et non vivres du gouvernement congolais ont été acheminés le 26 avril à Rutshuru-centre (Nord-Kivu). Cette assistance est en faveur des déplacés de Jomba qui ont fui les affrontements entre le M23 et les Fardc, depuis fin mars dernier. Environ 14 000 ménages ont été identifiés dans au moins 8 sites situés dans divers milieux de refuge, sans parler de ceux qui sont réfugiés en Ouganda.

Ituri : 2 personnes tuées par les ADF à Kosakosa. Dans leur fuite, ces rebelles ont pris onze personnes dont le chef de cette entité et toute sa famille ainsi que des passagers à bord d'un véhicule en panne qui transportait de la braise à Komanda. Ces rebelles cherchent à tout prix à se réorganiser après avoir été chassés par l'armée et la Monusco, la semaine dernière du site du mont Oyo à plus moins 13 kms de Komanda centre.

Bukavu : démolition des constructions anarchiques dans trente jours. Le chef de l'exécutif provincial a invité ses administrés à ne pas habiter les sites interdits à la construction. Il se propose de trouver l'endroit pour relocaliser les personnes qui seront déguerpies de ces sites à problèmes. Il avait attribué l'effacement de lundi dernier aux mauvaises constructions qui, selon lui, ne tiennent pas comptes des normes urbanistiques.

Kananga: des enseignants du primaire réclament leurs arriérés de 3 mois. « Nous réclamons nos salaires. Les frais de fonctionnement de nos écoles ainsi que les primes de risque de février, mars et avril en cours » Selon eux, le gérant de la TMB/Kananga explique que sa banque n'a pas encore reçu des fonds pour la paie de ces enseignants.

Mai-Ndombe : des enseignants réclament leurs salaires auprès de la Caritas. Ces enseignants menacent de suspendre les cours, si rien n'est fait. Le responsable provincial de Caritas-Congo au Mai-Ndombe, explique que sa structure n'a pas encore reçu de l'État congolais l'argent pour la paie de ces enseignants.

Ebola à Mbandaka : la vaccination a débuté dans 3 sites. L'OMS annonce qu'environ 200 doses du vaccin rVSV-ZEBOV contre Ebola ont été expédiées à Mbandaka. D'autres doses seront délivrées dans les prochains jours. La vaccination utilise la "stratégie en anneau" où toutes les personnes qui sont entrées en contact avec un patient souffrant d'Ebola confirmé reçoivent le vaccin ainsi que les agents de première ligne. Trois équipes de vaccination sont déjà sur le terrain et travailleront pour atteindre toutes les personnes à haut risque.

Nord-Kivu : le M23 attaque de nouveau les positions des Fardc à Jomba, depuis 3h du matin de ce 27 avril. L'armée est prête à parer à toute éventualité afin de protéger la population contre toute menace.

Butembo : un festival organisé par les élèves de Katwa pour promouvoir la culture de la paix. « La gestion des conflits, une arme efficace pour construire la paix en milieu scolaire, dans nos familles et dans nos églises » est le thème au cœur d'un festival dénommé "Amani" organisé ce 27 avril à Butembo par le club de la paix "Le Vainqueur de l'Institut de Katwa". L'initiateur de ce festival a misé sur les activités culturelles; notamment poèmes, musique, pièces de théâtre et exposés orientés sur la paix.

Lubero : lancement des travaux de la route Mangurejipa-Bandulu, dans le secteur de Bapere, territoire de Lubero (Nord-Kivu). D'une longueur de près de 60 kms ces travaux dureront 3 mois. Cette route était abandonnée depuis plusieurs années, après le départ des belges qui l'avaient tracée. Une fois opérationnelle, elle va permettre le raccourci entre les villes de Beni-Butembo et Kisangani en passant par Mangurejipa. Cette route permettra également de désenclaver le secteur de Bapere et aidera à la sécurisation du secteur et même de la province.

Beni : l'armée annonce des mesures pour réduire la criminalité urbaine. Il s'agit notamment d'interdire la vente des tenues similaires à celles des Fardc et d'organiser des patrouilles mixtes avec la police militaire pour traquer les militaires indisciplinés. Ces mesures font suite à la réaction la semaine dernière, de la société civile de Beni, qui avait alerté sur la montée galopante de la criminalité depuis un mois dans la ville de Beni.

Assemblée nationale : André Mbata remplace Jean-Marc Kabund au poste de 1er vice-président. Le député André Mbata était le seul candidat à ce poste. **Portrait :** André Mbata Mangu a occupé les fonctions de président de la Commission politique administrative et juridique de la chambre basse. Elu député nationale depuis 2019, il a aussi été élu du peuple entre 2004 et 2006 lors du parlement de transition, mais aussi entre 2006 et 2011 au sein de l'Assemblée nationale de la première législature. Professeur ordinaire depuis 2013, il enseigne

le droit public dans plusieurs universités dont celle de Kinshasa, d'Afrique du Sud, de Paris 13 en France et d'Addis-Abeba.

Arrivée de Félix Tshisekedi à Lubumbashi, ce 27 avril. Il va clôturer ce jeudi la conférence réunissant les provinces du Grand-Katanga et du Grand-Kasaï. Cette conférence interprovinciale, ouverte par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde le vendredi 22 avril, vise à consolider la cohabitation entre Kasaiens et Katangais.

Baraka : une personne tuée et 5 autres enlevées lors d'une embuscade armée à Etchibe, dans la nuit de lundi à mardi 26 avril. Les victimes se déplaçaient en provenance de Misisi lorsqu'elles sont tombées dans l'embuscade. L'un des motards, qui a tenté de fuir, a été immédiatement abattu par les assaillants. Ces derniers ont pillé tous les objets de valeur des passagers et se sont enfuis. D'autres sources indiquent que le même groupe de criminels a enlevé cinq civils à bord d'un véhicule privé. Informé de cette situation, le commandant du 2202e régiment des FARDC, dit avoir dépêché une patrouille de combat dans la zone touchée.

Bunia : la communauté Lori appelle la milice Codeco à participer au dialogue de Nairobi. Pour le vice-président de la communauté Lori, il est grand temps que la Codeco saisisse cette opportunité pour présenter ses revendications aux autorités afin d'espérer trouver des solutions à ce conflit meurtrier qui déchire la province de l'Ituri, avec de graves conséquences sur la population. La Codeco, qui jusque-là reste favorable à ce processus de Nairobi, dit attendre une notification officielle du gouvernement congolais avant de se rendre à Nairobi.

Election du gouverneur du Kasaï-Oriental : la NSCC exhorte les candidats à éviter la corruption. La Nouvelle société civile du Kasaï-Oriental a invité le 26 avril les différents candidats à l'élection du gouverneur de province à un sens élevé de responsabilité, qui consiste notamment à s'abstenir de faire un débat sur des personnes, mais bien plutôt sur des idées constructives et a appelé les députés provinciaux, ainsi que les candidats gouverneurs à éviter surtout la pratique de corruption sous toutes ses formes. "Nous exhortons la population à garder le calme et à y privilégier la paix à travers la province pendant ce moment charnière de notre histoire commune".

Jeudi 28 avril.

Matadi: un dépotoir d'immondices sur le site du Pont Marechal. Ces immondices, principalement constituées de feuilles sèches utilisées comme emballage de "Maboke", sont jetés par les tenanciers des bistros et terrasses se trouvant à proximité du Pont Maréchal. Pire encore, c'est l'OEBK elle-même qui fait louer tous ces bistros. Les convoyeurs des véhicules, qui entrent au port MGT, sont aussi du nombre. Pendant qu'ils attendent la sortie de leurs véhicules, ces derniers pissent et défèquent à ce même endroit. Pour le maire de Matadi, Pathy Nzuzi, il est de la responsabilité de l'OEBK d'assainir son milieu.

Fin des consultations de Nairobi : les présidents Uhuru Kenyatta et Felix Tshisekedi appellent les groupes armés à « privilégier la paix ». Près de 30 délégués représentant les groupes armés de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu ont pris part à cinq jours d'intenses travaux des consultations de paix qui se sont déroulés en présence des observateurs du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi, des Nations-Unies, de la CIRGL, des États Unis et de la France. Tous les groupes armés de l'Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu ont remis leurs mémorandums à la facilitation dans lesquels ils proposent des voies de sortie des tensions armées dans l'est de la RDC. **Négociations avec les groupés armés: après l'étape de Nairobi, il est temps de rendre « opérationnel le Programme DDRC-S » estime Tommy Tambwe**. « Nairobi a été convoqué pour écouter les points de vue de différents groupes armés qui opèrent en RDC et donc après les avoir écoutés, ils seront sensibilisés. Nous qui sommes ici, nous allons préparer maintenant le cadre de leur réinsertion dans la vie communautaire. C'est l'objet même de notre réunion d'aujourd'hui de dire, après la validation du plan stratégique que devient la suite ? ». L'atelier de Bukavu, organisé par le gouvernement provincial, visait notamment à identifier les besoins de chaque entité, dans le cadre de la mise en œuvre du PDDRC-S.

Kwilu : lancement de l'opération de la cartographie électorale par la Ceni. Le premier vice-président de la Commission électorale nationale indépendante, a indiqué que les membres de la plénières de la Ceni sont déployés dans cette province pour palper les réalités sur terrain afin de s'assurer de la fiabilité des résultats de cette cartographie. Il a notamment assuré à ses interlocuteurs la tenue des élections prévues en 2023. « Le 6 mai, il y aura les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs. Vous pouvez en être sûrs. Les élections de 2023, élections du président de la république et des députés nationaux auront bel et bien lieu dans le délai constitutionnel ».

Grands Lacs : dynamique encourageante malgré l'insécurité dans l'Est de la RDC, estime Huang Xia devant le Conseil de sécurité. La situation dans la région des Grands Lacs a été caractérisée par une « Dynamique encourageante de dialogue, de coopération et d'intégration, et plus généralement, d'une volonté continue de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité », malgré l'insécurité dans l'Est de la RDC. C'est ce qu'a déclaré mercredi 27 avril, l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, lors de son exposé devant le Conseil de sécurité. « Cette dynamique positive a été perturbée par la crise sécuritaire et humanitaire dans l'est de la RDC, exacerbée par la reprise des activités militaires du Mouvement du 23 mars (M23) durant le dernier trimestre de l'an dernier », a néanmoins fait valoir Huang Xia. Il a également déploré que « les Forces démocratiques alliées (ADF) et d'autres groupes armés locaux continuent de commettre des atrocités contre les populations civiles ». En dépit de cette fragilité sur le plan sécuritaire, l'Envoyé spécial s'est dit « convaincu qu'il est encore possible de consolider les acquis importants enregistrés à ce jour dans la région et d'avancer progressivement vers une paix durable ». Pour cela il faut toutefois que des efforts soient fournis au moins à trois niveaux, notamment une coopération accrue en matière de sécurité, un dialogue direct et permanent au plus haut niveau entre les dirigeants de la région ainsi que l'appui continu de la communauté internationale à la région, a expliqué M. Xia.

La GCK veut collaborer avec la SNCC pour améliorer l'acheminement du ciment au Kasai. « Nous avons souhaité rencontrer les opérateurs économiques, acteurs dans le secteur de ciment, les distributeurs comme les consommateurs et discuter avec eux des voies et moyens d'améliorer la distribution et la desserte de ciment dans l'espace Kasai. Nous sommes contraints de travailler avec la SNCC », a expliqué le directeur commercial de la Grande cimenterie du Katanga. Il a indiqué que son entreprise se propose d'inonder le marché en vue de baisser le prix du ciment gris dans cette région de la RDC. Le ciment gris se négocie autour de 33 USD, à Mbuji-Mayi.

Mai-Ndombe : un voleur présumé lynché par une foule à Inongo. Un groupe d'habitants de la commune Mpolo Maurice dans la ville d'Inongo (Mai-Ndombe) ont tué un voleur présumé dans la nuit du 26 au 27 avril 2022. Il s'agit d'un récidiviste connu de services de sécurité. Il a été surpris en train de cambrioler sous la pluie.

Kinshasa : la famille d'un jeune homme assassiné plaide pour la détention de son présumé meurtrier. « Les prévenus sont en cause : un major de la police, un policier, une dame et un lieutenant de la Garde Républicaine comme auteur principal. Les 3 premiers sont en détention préventive mais le dernier bénéficie d'un recours à une liberté contrôlée, en résidence surveillée alors qu'il se pavane dans des boîtes de nuit, se moquant éperdument de la justice. La famille de la victime veut également que la lumière soit faite sur les causes de son meurtre.

Maniema : l'Unicef construit les bâtiments d'une école publique à Kailo. L'école primaire Sinumbi ne disposait pas d'infrastructures viables. Cette agence de l'ONU y a construit 4 salles de classe, 2 bureaux et 4 latrines dans le cadre de son programme de coopération avec le Gouvernement congolais. L'Unicef compte construire au total 30 salles de classe, 10 bureaux des directeurs, 20 latrines, au Maniema. Ces infrastructures vont profiter à 2 600 élèves de dix écoles du territoire de Kailo.

Bunia : plus de 500 personnes formées sur l'aviculture. Ce forum veut amener les aviculteurs à renforcer leurs capacités de production de poulets de chair ainsi que ceux de races améliorées. Placés sous le thème : « consommer local n'est pas banal », cette activité veut également lutter contre l'importation des poulets de l'Ouganda voisin.

Kinshasa : présentation de l'ouvrage "Code du travail congolais annoté et commenté". A travers cette publication de 704 pages, l'auteur, Christian Hemedi Bayolo dit avoir explicité les décisions de cours et tribunaux, s'appliquant à chaque article de ce code du travail. Le livre est paru aux éditions "Concorde".

Plus de 140 cas de poliomyélite recensés au Maniema. Le gouverneur ai qui a livré ces a également annoncé, pour le mois de mai prochain, la campagne de vaccination pour lutter contre cette maladie. Pour la réussite de cette activité, il a exhorté toutes les couches de la population de s'impliquer dans cette campagne.

Conférence interprovinciale de Lubumbashi : la clôture renvoyée à samedi. La plupart des participants se sont montrés optimistes quant à la cohabitation pacifique entre les communautés katangaise et kasaienne ; si et seulement si les recommandations issues de cette conférence sont mises en pratique. Parmi ces recommandations figure celle relative au développement des provinces de l'espace grand Kasai ; avec notamment l'électrification, la construction et la réhabilitation des routes qui feront que les investisseurs affluent vers cet espace et créent les entreprises afin d'offrir les emplois aux jeunes. Cette option est envisagée comme moyen pour freiner l'exode rural de cette catégorie de la population vers le grand Katanga.

Kalehe : 4 morts lors d'un éboulement à Nyamukubi, sept disparus, plusieurs blessés ainsi que plus de 150 maisons endommagées. Selon les témoins, ce drame est la conséquence d'une forte pluie qui s'est abattue sur la localité, provoquant ainsi le débordement des eaux d'une rivière locale.

Beni : des inconnus ravissent les armes aux policiers. Le coordonnateur des opérations de maintien et rétablissement de l'ordre public de la police dans la région, accuse, à cet effet, des jeunes assimilés aux miliciens Maï-Maï d'être auteurs de ces actes. Il a annoncé que des mesures sont déjà prises pour mettre fin à cette situation.

Plus de 80 pêcheurs congolais arrêtés en Ouganda (FECOPEILE). Ils ont été arrêtés successivement mardi et mercredi par les marins ougandais pour « pêche illicite dans les eaux territoriales ougandaises », indique la Fédération des pêcheurs individuels du Lac Edouard. "Nous demandons que le gouvernement congolais puisse intervenir, pour la libération de ces pêcheurs avec leur matériel de pêche. Mais aussi que les deux gouvernements se mettent ensemble pour baliser d'abord la frontière, puisque la limite naturelle, la rivière Ishasha à Kagezi, a été déplacée par les Ougandais. Et voilà aujourd'hui, la limite est vers Tchapa, à l'intérieur de notre pays", a indiqué le coordonnateur de cette organisation. La RDC a perdu ainsi plus de 8 km de son territoire sur le lac Edouard.

Kasaï-Oriental : accalmie à Lukalaba après échauffourées entre policiers et élèves. Le bilan de cette altercation fait état d'un mort, quatre blessés grièvement par balle, deux personnes arrêtées et transférées ainsi que des dégâts matériels importants. A la base de ces troubles, d'après le bourgmestre de la commune rurale, un élève a été poignardé par le policier qui le soupçonnait de concubinage avec sa fille. Les troubles ont commencé lorsque la nouvelle de l'élève poignardé par le policier s'est répandue dans la cité.

Kinshasa : les huissiers de justice en formation sur le traité relatif à OHADA. Parmi des réformes entreprises jusqu'ici dans le cadre du traité relatif à l'Harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) figure la libéralisation de la profession d'huissier de justice et le relèvement du niveau de formation théorique et professionnelle continue de ses membres, matérialisée par la loi n°16 du 15 juillet 2016 portant création et organisation de la profession d'huissier de justice. Aussi, la présente session de formation trouve-t-elle sa raison d'être dans le renforcement de leurs capacités en vue d'améliorer le climat des affaires en RDC.

Goma : des ONG plaident pour « que l'action humanitaire soit menée par les organisations locales ». Parmi les recommandations de la conférence-débat de Goma, les participants proposent la mise sur pied d'une Task Force pour coordonner leurs actions, et ainsi accélérer la localisation humanitaire (que l'action humanitaire soit menée par les organisations locales, au maximum", et non par les organisations internationales qui les financent) » tant souhaitée en RDC. Un atelier similaire est prévu le 5 mai prochain à Kinshasa.

Ituri : la NSCC et le conseil des jeunes sollicitent le remplacement du directeur de la prison de Mambasa. Ils justifient leur démarche par l'accentuation des cas de décès de détenus dans cette maison carcérale. Les derniers cas datent de mardi 26 avril, où trois détenus ont été enterrés au cimetière PK3. Dans leur mémorandum, ils parlent également d'incompétence du directeur de la prison centrale de Mambasa. Ils lui reprochent, par ailleurs, d'avoir instauré le paiement d'une somme dénommée « droit de la prison » évaluée à 350 000 francs (175 USD) par détenu. L'administrateur du territoire de Mambasa, affirme avoir été saisi des plaintes des habitants contre le responsable de cette prison. Il a promis de diligenter une enquête pour faire la lumière sur la situation.

Vendredi 29 avril.

Kwilu : plus de 880 000 cas de paludisme répertoriés en 2021. « Avec plus de 886 000 cas de paludisme enregistrés en 2021 dans notre province, les statistiques de cette maladie au Kwilu affiche une tendance à l'augmentation par rapport à 2020, où le nombre des cas était de 855.884. Depuis le début de cette année jusqu'à ce jour, le Kwilu a déjà déployé dans l'ensemble 1362 décès, parmi lesquels 353 décès dus au paludisme, dont 216 de moins de 5 ans soit 61 pour cent ». Cette situation inquiétante en appelle à « une réévaluation de ses stratégies de lutte. C'est la raison d'être de cette nouvelle approche abc. »

Nord-Kivu: la société civile appelle le gouverneur à renforcer les effectifs des Fardc à Bapere. « Des Maï-Maï dérangent les paisibles citoyens. Nous avons identifié leurs sites et nous avons présenté cette cartographie au gouverneur et lui avons demandé de renforcer les unités militaires en secteur de Bapere pour les mettre hors d'état de nuire », a souligné la société civile du secteur Bapere. Elle a exprimé la volonté de la population de soutenir les actions des Fardc pour traquer ces assaillants.

Mbuji-Mayi : inauguration des nouveaux bâtiments de l'école primaire Bena Kalonji. Financée en grande partie par l'Unicef, les nouveaux bâtiments de l'école primaire Bena Kalonji sont construits selon le standard international et équipés en bancs. L'Unicef a fait recours à l'approche communautaire pour réaliser ce projet. Celle-ci consiste à faire participer la population de la localité de Bena Kalonji aux travaux, par l'apport certains matériaux dont le sable et l'eau. C'est une école à double vacation. Les élèves de l'école primaire y fréquentent le matin, et ceux du secondaire étudient l'après-midi.

Coopération Zambie-RDC: implantation d'une usine des batteries électriques à Lubumbashi. Ceci s'inscrit dans le cadre du développement d'une chaîne de valeur régionale. La porte-parole du chef de l'Etat, a expliqué que cet accord permettra à la RDC de traiter des matières premières et de bénéficier de leurs valeurs ajoutées.

Beni: la société civile dénonce la multiplicité des barrières illégales au groupement Baswagha-Madiwe. Les voyageurs sont sommés de payer 500 voire 1000 FC (0.5 USD) avant tout passage. La société civile pointe du doigt certains soldats Fardc et les miliciens de l'UPLC. Elle demande aux autorités de mettre fin à cette pratique.

Maniema : un sénateur appelle à l'élection d'un gouverneur digne. « Je demande aux députés provinciaux de se comporter dignement c'est-à-dire de choisir la personne qu'il faut. Il faudra que le Maniema gagne dans tout cela. J'aimerais que ce jeu démocratique se passe calmement », a recommandé Jean-Baptiste Assumani.

Mbandaka : conflits sanglants à Djombo, un député provincial appelle à des sanctions. Le député provincial Clovis Elongama a, au cours d'un point de presse le 28 avril à Mbandaka (Equateur) plaidé pour que justice soit rendue aux victimes des conflits sanglants à Djombo, dans le secteur de Gombalo, entre les communautés Ngombe et Mongo. Ces conflits ont fait en novembre dernier, 3 morts, 347 maisons incendiées et plus de 3000 personnes sans abri, jusqu'aujourd'hui. Cet élu a affirmé que les habitants de Basankusu lui ont déclaré, les discours de haine et les manipulations des politiciens sont les causes de ces conflits intercommunautaires.

Bukavu : mécanisation d'environ 3000 enseignants du primaire et secondaire. « Nous avons pour toute la province plus de 200 écoles qui maintenant sont mécanisées et payées. Tous les enseignants de ces écoles sont payés. Le frais de fonctionnement des écoles d'une à dix salles de classe est passé de 126 000 à 200 000 FC. Tant d'autres mesures ont été prises en ce sens », se réjouit le directeur provincial du SECOPE au Sud-Kivu.

Nord-Kivu : deux élèves blessés, après l'explosion d'une bombe à Pabuka. Ces 2 élèves ont marché sur cet engin explosif pendant qu'ils effectuaient des travaux d'assainissement de leur école. Leur vie ne serait pas en danger. En décembre dernier, six personnes avaient péri et une dizaine d'autres grièvement blessées après une attaque à la bombe au centre-ville de Beni. Le maire de cette ville avait attribué ce drame à un kamikaze.

Nord-Kivu : les Fardc accusées de rançonner la population à Kimbulu. Selon la société civile du territoire de Lubero ces militaires traquent les personnes qui vont aux champs. Ils exigeraient également la somme de 500 FC aux conducteurs de motos qui passent par cette route, indique la même source. « Ils disent qu'ils sont en train de sécuriser les paisibles populations et qu'ils doivent bénéficier de quelque chose ».

Tshopo : controverse autour du retour d'un député à l'assemblée provinciale. Après la prise d'acte de sa démission par le gouverneur intérimaire de la province, le député d'Opala veut regagner l'assemblée provinciale de Tshopo. Cependant, le président de cette institution lui demande de revenir seulement après l'élection du gouverneur de province. L'élus d'Opala rejette cette demande : « J'ai été élu pour un mandat de cinq ans, je peux rentrer n'importe quand ». Ce regain de réclamation à récupérer son siège à l'assemblée provinciale intervient à quelques jours de l'élection du gouverneur de province prévue le 6 mai prochain.

Maniema : adoption du calendrier de la session de mars à l'assemblée provinciale. L'assemblée provinciale du Maniema a examiné et adopté, jeudi 28 avril à Kindu, le calendrier des travaux et de répartition des matières pour la session ordinaire de mars 2022. Ce calendrier prévoit 26 matières parmi lesquelles 13 arriérées parlementaires et 13 autres nouvelles matières avec un accent particulier sur l'élection du gouverneur et du vice-gouverneur.

Kwilu : le professeur Nzovo propose l'ajout de la farine de la patate douce pour la panification. D'après Nzovo, qui évolue dans le domaine du management du développement dans la ville de Kikwit, la farine de la patate douce peut se substituer à la farine de blé. Concrètement, il apprend aux gens comment cultiver la patate douce et la transformer en farine qui est capable de participer aussi à la panification. Dans cette optique il

propose également l'ajout de cette farine de patate douce dans la panification, comme c'est le cas avec celle de manioc.

Beni : 10 filles-mères formées en élevage de poules. Le projet pilote financé par le Fonds pour les femmes congolaises est destiné à favoriser l'autonomie financière de ces filles-mères handicapées qui vivent souvent dans la précarité. A l'issue de cette formation, chaque participante a reçu ce 29 avril, vingt poussins, des mangeoires et des aliments pour les volailles. Ce qui, selon les initiateurs de ce projet, va permettre à ces dames d'avoir de quoi subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. Ce projet pourrait s'étendre dans d'autres zones de santé du territoire de Beni puis de la province, au regard des financements.

L'intersyndical plaide pour un lieu de travail sain et sûr pour les employés. Cet appel a été lancé à l'occasion de la journée internationale de la sécurité et santé au travail célébrée chaque 28 avril. Le directeur général de la CNSS, a fait connaître l'importance de la prévention aux risques professionnels. Cette journée a été célébrée sous le thème national « Promouvoir une culture positive de la sécurité et la santé au travail, un enjeu socio-économique ». Deux millions neuf cents mille personnes meurent chaque année suite aux accidents du travail et 402 millions autres souffrent des accidents du travail non mortel, selon l'Organisation internationale du travail.

Mbuji-Mayi : les bâtiments scolaires et administratifs vandalisés par des élèves en colère. Les instituts Bubangi, Nkeshu ainsi que les bureaux de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) ont été vandalisés le 28 avril à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) par certains élèves finalistes en colère contre le taux jugé exorbitant des frais de participation aux épreuves nationales. Ils ont séquestré les inspecteurs.

Goma : des organisations féminines « indignées » par les propos de l'IGF aux Etats-Unis. « Nous sommes désolées qu'il ait minimisé les faits qui se passent ici et nous lui rappelons que ce sont des vies humaines qui sont perdues ici. La RDC détient les matières premières dont ils ont besoin, nous devrions être en position de force, nous ne devrions pas négocier l'investissement en RDC parce que nous avons la matière que eux n'ont pas », a déploré l'une des femmes leaders du Nord-Kivu. Invité par la chambre de commerce du Texas (aux USA), l'inspecteur général des finances, Jules Alingete, avait, dans son intervention, affirmé qu'en dépit de l'insécurité créée par l'activisme des groupes armés dans sa partie orientale, « Il n'y a pas de guerre au Congo ». Mais aussi que les faits se passeraient à 2000 kms des institutions. Une vidéo plusieurs fois partagée sur les réseaux sociaux et qui a choqué l'opinion notamment les organisations féminines et la LUCHA, qui ont pris position ce 28 avril.

Journée nationale de l'enseignement : le traumatisme en milieu scolaire au centre d'une conférence-débat à Butembo. Les autorités locales, des professionnels de l'éducation, des parents ainsi que des élèves ont débattu sur : « Le traumatisme en milieu scolaire : état de lieux et quelle approche pour la guérison ? », était le thème de cette conférence-débat qui a été organisée par l'ONG Mission d'aide aux personnes en détresse en collaboration avec la division de l'EPST Nord-Kivu 2.

Election du gouverneur à Maï-Ndombe : l'UDPS invite la hiérarchie de l'union sacrée à trouver un consensus. « L'union sacrée nous a mis dans la confusion. Après ses premières élections qui ont dégagé un consensus de madame Rita Bola comme gouverneur, peu après, l'union sacrée nous sort encore un autre consensus disant que si Rita Bola ne passe pas, c'est Mafwa qui va passer bien évidemment avec le vice-gouverneur comme part réservée à l'UDPS. C'est une confusion parce que dans une même plateforme, on a deux candidats dans une même province. A l'heure qu'il est il n'y a pas consensus autour de ce ticket-là ».

Samedi 30 avril.

Thomas Lubanga : « La prise en otage renforce cette volonté d'œuvrer pour la paix et la réconciliation en Ituri ». « La prise en otage n'a été qu'un incident qui laisse intacte la volonté et la détermination de la Task force pour le retour de la paix en Ituri. Elle renforce même cette volonté d'œuvrer pour la paix et la réconciliation en Ituri. Des mystères ont été pénétrés et des conspirations mises à nu », a affirmé Thomas Lubanga. Il est persuadé que sa structure a réussi à sensibiliser les miliciens et la population de l'Est à la paix. Accusés de manigancer avec les miliciens, un autre membre de la Task force, Floribert Ndjabu, refuse d'être catégorisé sur base de leur passé :

« Nous, nous sommes des mauvais. Nous n'avons pas le droit d'aller sensibiliser les miliciens pour qu'il y ait la paix... N'allez pas nous diaboliser ».

Kinshasa : la VSV condamne la répression contre les militants de l'Ecidé. Cet incident s'est produit le 22 avril courant devant le Palais du peuple. Le directeur exécutif du parti politique de l'opposition l'Engagement pour la

Citoyenneté et le Développement (Ecidé) qualifie cette répression de la police de « brutale et sanglante » et exige justice et réparation pour les victimes. « Point n'est besoin de souligner que, les images des personnes ensanglantées ainsi que celles des actes de vandalisme au siège d'un parti politique de l'opposition à la suite d'une répression brutale n'honorent pas la RDC et font penser aux répressions du régime passé », a-t-il souligné. La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme regrette que la police ait violé le droit à la sécurité et au respect de l'intégrité physique garanti à toute personne humaine et recommande par ailleurs aux autorités congolaises de prendre en charge les soins médicaux de toutes les victimes de cette manifestation. Ces manifestants s'opposaient au débat général sur la réforme de la loi électorale au Palais du peuple.

Kinshasa : naissance d'une plateforme des fédéralistes. Les adhérents dont les partis politiques Alliance des bâtisseurs du Kongo (ABAKO), Alliance politique des Kasavubistes (APKA) et quelques associations estiment que le fédéralisme constitue la seule alternative pour le développement national intégré. « L'unitarisme a montré ses faiblesses et a échoué lamentablement. C'est pourquoi nous en appelons, à tous les Congolais que le moment est venu pour asseoir le fédéralisme pour le développement de la RDC. Nous en appelons à tous les partis politiques et associations qui prônent le fédéralisme de se joindre à nous » a déclaré le président du parti Alliance politique des Kasavubistes (APKA), Pierre Baseya. Il a souhaité également que les provinces soient autonomes pour assurer leur développement et décourager l'exode rural.

Nord-Kivu : plus de 25 000 élèves bénéficient du projet de cantine scolaire à Nyirangongo. Avec l'appui de la Norvège, ce programme forme aussi ces élèves sur les techniques des travaux de jardinage et des installations hygiéniques. « J'ai vu beaucoup d'espoirs, beaucoup d'énergies. J'ai vu des enfants qui semblent être bien instruits grâce aux partenaires, PAM, FAO et UNICEF », a indiqué l'ambassadeur-adjoint de la Norvège en RDC.

Nord-Kivu : une dizaine de décès dus au paludisme en 2021, à Kibua. « Durant l'année 2021, la zone a enregistré au moins une dizaine de décès liés au paludisme. Et souvent ces cas se compliquaient de l'anémie. On essaie un peu de sensibiliser la communauté par rapport aux mesures d'hygiène et assainissement », a indiqué le médecin chef de cette zone. Il attribue ces cas d'anémie à la carence de banque du sang dans cette contrée.

Maniema : Implémentation du projet de renforcement de la vaccination de routine. « Nous implémentons ce projet pour arriver à identifier tous les enfants qui n'ont jamais été en contact avec la vaccination ou qui ont été vaccinés de manière incomplète pour arriver à les vacciner et contribuer à améliorer l'immunité de la population », a indiqué le médecin-directeur adjoint du PEV. Pour lui, ce projet est également dû à la persistance des épidémies, au Maniema malgré les multiples campagnes de vaccination. Le PEV séjourne au Maniema pendant que cette province fait face à la recrudescence des cas de poliomyélites.

Zambie-RDC : signature d'un accord bilatéral pour la fabrication des batteries électriques au Haut-Katanga. Cette usine sera installée dans la province du Haut-Katanga. « A nous deux (Zambie et RDC) nous totalisons à peu près 80% de réserve mondiale de lithium et cobalt, ces minerais stratégiques qui entrent dans la fabrication des batteries électriques », a fait savoir Félix Tshisekedi. Pour sa part, le président zambien, Hakainde Hichilema, a salué cette mutualisation des forces qui augure la création des richesses et d'emplois.

Beni : Environ 80 écoles fermées à la suite de l'insécurité. Le responsable de la sous-division éducationnelle de Bulongo précise que 50 de ces établissements ont été fermés à Masambo, Halungupa, Bulongo et Loselose. Le responsable de la sous-division éducationnelle d'Oicha, lui, dénombre quinze écoles primaires et cinq écoles secondaires fermées à la suite de l'insécurité, à Kainama et Mandumbi. « Même si certaines écoles ont été délocalisées dans la commune rurale d'Oicha et dans la localité de Mbau, elles connaissent des difficultés de fonctionnement à cause du manque d'infrastructures », ajoute-t-il.

Mbuji-Mayi : l'UDPS interdit aux candidats indépendants d'utiliser ses insignes et le portrait du chef de l'Etat. La fédération autorise par contre au seul candidat Mathias Kabeya, élu à l'élection primaire au sein du parti, pour représenter l'Union sacrée de la Nation à cette élection. L'Union pour la démocratie et le progrès social, fédération de Mbuji-Mayi, justifie cette décision par le fait que le regroupement politique ne peut pas dépasser le nombre de siège demandé par la Commission électorale nationale indépendante, selon la loi électorale.

Journée de l'enseignement : le gouvernement encouragé à poursuivre avec des réponses aux attentes des enseignants. Cette recommandation a été formulée ce samedi 30 avril à Kinshasa, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'enseignement célébrée sous le thème : « la gratuité de l'enseignement primaire, garantie à l'éducation pour tous ». Le porte-parole de l'Intersyndical des enseignants appelle le gouvernement à

examiner les questions qui restent pendantes notamment l'ouverture de la caisse de retraite des enseignants. L'Association nationale des parents d'élèves et des étudiants du Congo a déploré pour sa part la baisse du niveau de l'enseignement.

Ituri : 4 personnes tuées lors d'une incursion des miliciens Codeco à LogoTakpa. C'est vendredi matin que ces assaillants ont fait incursion dans cette localité située à la partie Sud du Lac Albert. Selon des témoins, ils ont commencé par tirer des coups de feu, créant la panique au sein de la population. Des civils qui s'apprétaient à vaquer à leurs activités champêtres ont été obligés de rebrousser chemin, par peur de tomber entre les mains de ces miliciens. La société civile locale rapporte que quatre personnes ont été tuées et trois autres blessées. Plusieurs biens dont des chèvres et des poules ont également été pillés par ces miliciens. Une situation qui a causé un déplacement de plus de 5000 personnes qui ont fui vers Largu, Tshe, Blukwa et à Roo.

Sud-Kivu : deux détenus tués lors d'une tentative d'évasion à Baraka. La première victime est un présumé bandit de grand chemin. Il a été abattu la nuit alors qu'il tentait de s'évader d'un cachot des Fardc avec un autre détenu, un militaire. Le soldat Ngabo Kundimana était poursuivi pour avoir assassiné ses deux chefs militaires. Les deux détenus avaient résolu de s'évader la nuit du vendredi 29 avril. L'un d'eux a tenté de désarmer un soldat commis à la garde du cachot lorsque ce dernier a tiré sur eux à bout portant.

Clôture de la conférence interprovinciale : Félix Tshisekedi plaide pour l'humanisme et la tolérance entre Congolais. « Ce plaidoyer se veut en outre responsable dans la mesure où il invite chacun de nous au respect de son prochain, des us et coutumes et par-dessus tout, au strict respect des lois de la République et à la non-perturbation de l'ordre public notamment en ce qui a trait à l'installation des Congolaises et des Congolais sur toute l'étendue du territoire national », a déclaré chef de l'Etat. Il a, par la même occasion, attiré l'attention des acteurs politiques sur leur rôle : « J'entends attirer l'attention des leaders politiques, des responsables religieux et autres forces vives de la nation sur le rôle leur dévolu dans la construction de cette unité souvent sapée par des ambitions des uns et des autres. Puissent nos langues devenir des véritables vecteurs d'unité et non d'installation des barrières».

